LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4799 - Ven. 7 - Sam. 8 juin 2019 – Prix : 10 DA

Il restera jusqu'à l'élection d'un nouveau président

Bensalah réitère son appel à un dialogue consensuel

Page 3

Lutte antidrogue

Les saisies de cannabis en baisse, les psychotropes en hausse

Page 24

16e vendredi de protestation populaire

Partout, des marches pacifiques pour maintenir la pression

● 16e acte à Béjaïa/En masse et plus déterminés encore

Ph/E. Soraya/J.A.

Des dizaines de milliers de manifestants ont encore occupé la rue en ce premier vendredi du mois de juin et 16e de la protestation populaire. Ils ont dit «non» à la proposition de Bensalah et réclamé le départ des symboles de l'ancien système, tout en assurant qu'ils ne déserteront pas la rue si leurs revendications ne sont pas satisfaites.

Lire page 2

● Regards

Le FCE à l'épreuve de ses errements et de ses sursauts

Page 4

● Produits alimentaires

Nouvelle hausse des prix mondiaux

Page 5

Conférence nationale de la société civile du 15 juin

Plus de 500 participants examineront «une feuille de route»

Page 3

Théâtre d'Oran

Affluence record aux soirées de ramadhan

Page 13

16e vendredi de protestation populaire

Partout, des marches pacifiques pour maintenir la pression

■ *Des dizaines de milliers de manifestants ont encore occupé la rue en ce premier vendredi du mois de juin et 16e de la protestation populaire. Ils ont dit «non» à la proposition de Bensalah et réclamé le départ des symboles de l'ancien système, tout en assurant qu'ils ne déserteront pas la rue si leurs revendications ne sont pas satisfaites.*

Par Khouchi Thinhinene

Ce nouveau vendredi de mobilisation intervient au lendemain d'un discours du chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah qui, selon les manifestants, «*n'a pas apporté de réponses convaincantes et nouvelles à la crise politique que traverse le pays*». «*Bensalah ne nous a pas écoutés, il ne fait que répéter ce qu'il a déjà dit, il nous propose le dialogue comme solution a notre demande, mais avec qui dialoguer ?*», ont souligné les manifestants en ce premier vendredi après un mois de jeûne. En effet, hier, comme a leur habitude, dès 10h du matin, des citoyens venus des quatre coins de la capitale ont tenté de marcher vers le centre-ville. Certains ont été arrêtés par la police, mais la majorité a réussi à se rassembler devant les lieux de rendez-vous d'Alger-Centre, à savoir la Place du 1er-Mai, la place Maurice-Audin et la Grande Poste. Brandissant l'emblème national et entonnant des chants patriotiques, les manifestants ont réitéré des slogans en faveur d'«*une période de transition qui permettra l'instauration d'un Etat de droit et non pas l'organisation d'une nouvelle élection présidentielle par des personnes pas fiables*». Ils demandent le pouvoir au peuple en réitérant l'application de l'article 7 de la Constitution. Les manifestants ont assuré qu'ils ne songent pas à déserter la rue tant que leurs revendications ne sont pas satisfaites, scandant ainsi «Maranach habssin» (On ne va pas s'arrêter), «Ntouma matahachmouch wehna manahabsouch» (Vous n'avez pas honte, nous ne nous arrêterons pas de manifester). Parmi les nombreux nouveaux slogans, ceux habituels ont gradé leur place, notamment les fameux «Djeich, chaab, khawa khawa» (Armée et peuple sont frères), «Silmya, silmya» (Pacifique, pacifique) ou encore «Djazair hora, dimocratia» (Algérie libre et démocratique)» sont toujours scandés par les citoyens, tels que l'appel au départ de tous les symboles de l'ancien système, dont les trois B (le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, le Premier ministre, Noureddine Bedoui, et le président de l'Assemblée populaire nationale, Moad Bouchareb). Après la prière de «El jamouaa», vers 14h00, au moment où l'on pensait avoir tout entendu et vu, les premiers manifestants ont été rejoints par des milliers de citoyens venus eux aussi exprimer leur refus de la proposition du chef de l'Etat. Tout au long de la journée d'hier, des groupes de manifestants n'ont pas cessé de marcher de la Grande Poste à la place Maurice-Audin, allant vers la rue Didouche Mourad pour rejoindre Hassiba Benbouali et remarcher encore vers la Grande Poste. D'autres affluaient de la place du 1er-Mai vers la Grande Poste en famille, scandant tantôt «Y'en a marre de ce pouvoir», tantôt «Makanch el hiwar maa el Issaba» (Non au dialogue avec la bande), tout en appelant à ouvrir le dialogue avec les parties et personnalités «sincères et honnêtes». Sur les pancartes toujours aussi nombreuses, on pouvait lire «Pour une nouvelle République, le hirak est notre unique représentant, unique sortie de crise» ou encore «Oui au dialogue entre les représentants du hirak seulement et pas de dialogue avec el issaba», «Goulna trouhou ga3 lel mahkama» (On a dit que vous irez tous devant la justice). Selon plusieurs témoins, la police a interpellé plusieurs personnes en ce 16e vendredi de protestation. A ce propos, une source sécuritaire a assuré que ces interpellations sont faites par mesure préventive afin d'éviter tout affrontement avec les forces de l'ordre chargées de préserver la sécurité et la quiétude des participants à ces marches pacifiques, précisant que ces personnes «*seront relâchées, comme d'habitude, une fois la marche terminée*». Enfin, il est à noter qu'un important cordon des forces de l'ordre a bloqué depuis les premières heures du matin l'accès à l'esplanade de la Grande Poste, tout comme la semaine dernière, les accès menant au Palais du gouvernement. Le tunnel des Faculté d'Alger au niveau de la Place Maurice-Audin a également été fermé par un dispositif sécuritaire renforcé et un hélicoptère n'a pas cessé de survoler sur les lieux où manifestaient pacifiquement les citoyens. Même cas dans les autres wilayas du pays, où des milliers de citoyens se sont rassemblés dans les centre-villes, réitérant leur appel pour le départ des «3B» qui sont, selon eux, des figures de l'ancien système ainsi que le rejet de la proposition de Bensalah. En effet, à M'sila, Tizi Ouzou, Mostaganem, Djelfa, Sidi Bel Abbès, Constantine, Bouira, Annaba, les Algériens ont rejoint, juste après la prière d'el Jamouaa, les lieux de départ des marches pour réaffirmer leur détermination à poursuivre leur mouvement de protestation, enclenché le 22 février dernier, jusqu'à la satisfaction de leur sre-vendications et exprimé leur refus des élections. «*On refuse les élections avec la bande. On réclame le départ des B*», scandaient pacifiquement les manifestants.

T. K.

PhE. Soraya/J.A.

Montage automobile/En quatre mois

Importation pour plus de 1,234 Mrd dollars de kits CKD-SKD

L'ALGÉRIE a importé pour plus de 1,234 milliard de dollars de kits (CKD-SKD) destinés au montage automobile durant les quatre premiers mois de 2019, contre plus 1,025 milliard de dollars à la même période de 2018, soit une hausse de près de 20,36%, a appris l'APS auprès de la Direction générale des Douanes (DGD).

Le montant de l'importation des collections SKD utilisées dans le montage des véhicules légers a atteint 928,07 millions de dollars durant les quatre premiers mois de 2019, contre 882,44 millions de dollars à la même période de 2018, soit une hausse de 45,63 millions de dollars (+5,17%), a précisé la Direction des études et prospectives des douanes (Depd).

Pour leur part, les importations de collections SKD, destinées au montage des véhicules de transport de personnes et de marchandises, ont également augmenté de plus de 100%, en atteignant 306,64 millions de dollars durant les quatre premiers mois de 2019, contre 143,41 millions de dollars à la même période de comparaison en 2018, soit une hausse de 163,23 millions de dollars (+113,82%).

Cette tendance haussière a concerné aussi les importations des parties et accessoires des véhicules automobiles servant à l'entretien des véhicules d'occasion, qui ont atteint 140,10 millions de dollars contre 112,80 millions de dollars, en hausse de 27,3 millions de dollars, soit (+24,20%).

L. M.

16e acte à Béjaïa

En masse et plus déterminés encore

Même détermination, même slogans, les Béjaouis sont sortis encore hier en masse dans la rue pour réclamer une nouvelle fois un changement pacifique du régime politique en place depuis l'indépendance du pays, à travers une solution politique qui puisse engager le pays sur la voie du salut. Ce 16e vendredi depuis le début du mouvement, et premier vendredi depuis la fin du mois de ramadhan, nous renseigne une fois encore et si besoin est, sur la détermination de la population à poursuivre le combat pour l'instauration d'une nouvelle République par un changement du régime à travers une période de transition et l'installation d'un gouvernement de compétences nationales qui puisse donner du crédit à la prochaine élection ou à toute action politique future. Les Béjaouis ont rejeté hier la feuille de route que le pouvoir s'obstine à imposer depuis plus de deux mois pour se maintenir. Une feuille de route qualifiée de fuite en avant et de déni. «Le peuple veut une transition politique pour construire un Etat démocratique», «Pour une solution politique à la crise», pouvait-on lire sur des banderoles arborées par des manifestants, «Non pour un dialogue avec la bande», «Vous allez partir, vous allez partir», «Anedou anedou alema yeghli udhavu» (Nous marcherons jusqu'à la chute du régime), «Ayimoukher thetchem tamurt» (Voleurs, vous avez ruiné le pays), «Echaâb yourid yetnehaou gaâ» (Le peuple veut que le régime dégage), «Massira machi tahwissa», «Pouvoir criminel», «Algérie libre et démocratique». Autant de slogans et revendications brandis par les manifestants qui avançaient avec beaucoup de détermination sur le boulevard de la Liberté sous un soleil de plomb. Hommes, femmes, jeunes et personnes âgées ont participé à cette marche qui ne diffère pas des précédentes en termes de symbolique ou de mobilisation. Au contraire, il y avait plus de monde hier que durant les manifestations du mois de ramadhan. Des dizaines de milliers de personnes y ont pris part, bravant un soleil de plomb, criant à tue-tête leur colère contre le pouvoir et ses relais qui veulent marcher par-dessus la volonté du peuple qui réclame un changement sans les têtes du régime en place.

H. Cherfa

Il restera jusqu'à l'élection d'un nouveau président

Bensalah réitère son appel à un dialogue consensuel

■ *Annoncé avant-hier en début d'après-midi, d'abord sur l'ENTV puis un peu plus tard par l'APS, le message que prononcera Abdelkader Bensalah au JT de 20 heures aura suscité beaucoup de questionnements des citoyens. Pour les plus pessimistes, «il ne dira rien de nouveau, c'est juste pour les vœux de l'Aïd», quant aux optimistes «il va parler d'élection, c'est sûr» ; d'autres en rajouteront : «Peut-être va-t-il aussi annoncer sa démission, celle du Premier ministre et de son gouvernement».*

Par Lynda Naili

A vingt heures, le JT de l'ENTV ouvre sur le message de Bensalah à la Nation. Un message dans lequel le chef de l'Etat Bensalah soulignera l'importance du facteur temps pour le règlement de la crise politique actuelle et appelle à un dialogue consensuel au préalable de la présidentielle. Ainsi, Abdelkader Bensalah, dans un troisième message prononcé depuis sa prise de fonction le 9 avril et à la veille du XVIe vendredi de la protesta populaire, appellera à faire prévaloir «*la sagesse*» et «*le dialogue consensuel pour parvenir à une fin de crise*». Mais auparavant, il affirmera son maintien à son poste jusqu'à l'élection d'un nouveau président. Il dira en ces termes : «*Cette situation exceptionnelle m'oblige à continuer à assumer la charge de chef de l'Etat jusqu'à l'élection du président de la République, et je suis parfaitement conscient de l'ampleur de cette responsabilité*». Insistant alors sur «*l'impératif de faire appel à notre intelligence collective en vue de faire prévaloir la sagesse et la pondération nécessaires pour surmonter les obstacles à l'origine de la conjoncture actuelle et construire ensemble la prochaine étape, en réunissant les conditions indispensables ainsi que les mécanismes à mettre en place afin de garantir au scrutin présidentiel toutes les chances de succès*». En outre, estimant que «*cette nouvelle étape est incontestablement une opportunité précieuse pour restaurer la confiance et mobiliser les forces patriotiques nationales en vue de construire le consensus le plus large possible autour de l'ensemble*», Bensalah «*invite la classe politique, la société civile et les personnalités patriotiques nationales, jalouses du devenir de l'Algérie, à opter pour la voie du dialogue inclusif en vue de poser les jalons du processus de concertation que l'Etat s'emploiera à organiser dans les meilleurs délais, à débattre de toutes les préoccupations portant sur la prochaine échéance présidentielle, et partant, tracer une feuille de route devant aider à l'organisation du scrutin dans un climat d'entente et de sérénité*».

Aussi, réitérera-t-il son «*appel à toutes les parties concernées à participer au processus consensuel et à faire prévaloir la sagesse et l'intérêt du peuple, tant dans leurs débats que dans leurs revendications*». «*De même que*, enchaînera-t-il, *je les exhorte à saisir cette nouvelle opportunité pour s'impliquer pleinement dans la concertation que nous prônons aujourd'hui plus que jamais*». En outre, mettant l'accent sur l'importance du facteur temps, Bensalah déclarera en ces termes : «*Le temps étant précieux, j'exhorte tout un chacun à s'atteler sérieusement à la recherche de solutions consensuelles devant permettre l'organisation d'une élection présidentielle régulière dans un climat de rivalité transparent*». Pour conclure son message à travers lequel le chef de l'Etat a également présenté au peuple ses vœux à l'occasion de l'Aïd El Fitr, il relèvera que «*cet appel est adressé également à toutes les bonnes volontés, celles dont le leitmotiv est l'amour de la patrie et l'abnégation à son service, celles qui ont foi en l'élan collectif et en la maturité de notre peuple et bannissent toutes formes d'exclusion et d'aventurisme, particulièrement lorsqu'il est question de l'avenir de l'Algérie*».

Réactions politiques au message

Les réactions et les lectures politiques faites au contenu de ce message à la Nation de Bensalah sont quasi unanimes pour avancer que «*le chef de l'Etat est certes dans son rôle de plaider pour un dialogue consensuel, mais il n'a toutefois rien avancé de nouveau hormis le fait d'informer les Algériens qu'il continuera d'occuper ses fonctions dans l'objectif de préparer un nouveau scrutin présidentiel pour lequel il ne fixera cependant pas de date*».

Ph/D. R.

A ce titre, le RND a salué «*l'appel du chef de l'Etat à rejoindre un dialogue sérieux afin de réunir les conditions de la tenue d'une élection présidentielle honnête*». En effet, le parti d'Ahmed Ouyahia, dont est d'ailleurs, issu le chef de l'Etat Abdelkader Bensalah, appelle aussi à l'application de l'article 8 de la Constitution qui stipule que «*le pouvoir constituant appartient au peuple. Le peuple exerce sa souveraineté par l'intermédiaire des institutions qu'il se donne. Le peuple l'exerce aussi par voie de référendum et par l'intermédiaire de ses représentants élus. Le président de la République peut directement recourir à l'expression de la volonté du peuple*».

De son côté, Amara Benyounes se dit prêt à contribuer au dialogue lancé par l'Etat algérien. Dans un communiqué, le MPA «*confirme sa disposition à apporter sa contribution pour la réussite de ce dialogue lancé par l'Etat Algérien. Notre position est une position de principe, car nous sommes convaincus que la crise que vit actuellement notre pays trouvera sa solution dans une large et franche concertation entre les différents partenaires*». De plus, le MPA se dit convaincu que «*ce dialogue débouchera sur l'élection présidentielle qui est la solution politique et démocratique qui permettra l'élection du nouveau président de la République qui aura la crédibilité et la légitimité nécessaires afin de conduire l'ensemble des réformes revendiquées par le peuple*». Pour sa part, le Front El Moustaqbal estime que «*l'intérêt du pays impose que tous s'assoient autour d'une table pour dialoguer*» et de souligner «*la nécessité d'aller vers des élections*». S'agissant des partis de l'opposition, le Parti des travailleurs qualifiera ce discours de «*provocateur, car il nargue les millions d'Algériennes et d'Algériens qui manifestent de manière continue depuis bientôt 4 mois pour le départ du système et de tous ses symboles*». En effet, le secrétariat permanent du Bureau politique du Parti des travailleurs (SPBP) qui s'est réuni en vue d'établir l'ordre du jour la préparation de la réunion du bureau politique prévue pour aujourd'hui, mais aussi pour réagir au message à la Nation adressé par Abdelkader Bensalah, écrira dans un communiqué publié sur la page Facebook du parti : «*Le chef de l'Etat, faisant fi du rejet du régime/système qu'il symbolise par l'écrasante majorité, a réaffirmé qu'il restera à la tête de l'Etat jusqu'à l'organisation d'une nouvelle élection présidentielle*». Et à la même source de poursuivre, alors qu'en ce moment même, les manifestants du 16e vendredi de mobilisation nationale ripostent à ce discours en scandant «Bensalah dégage» et «Pas d'élections dans le cadre de ce régime». Quant au RCD, son président Mohcine Belabbas, commentant le discours du chef de l'Etat sur son compte twitter, a appelé à maintenir la «*mobilisation permanente*» et la «*présence massive dans rue*» jusqu'à «*l'avènement d'un nouveau système politique*».

L. N.

Conférence nationale de la société civile du 15 juin

Plus de 500 participants examineront «une feuille de route»

Plus de 500 personnes représentant près de 40 syndicats, associations et organisations nationales devront participer à la Conférence nationale de la société civile, prévue le 15 juin en cours, afin d'aboutir à «une feuille de route» pour sortir de la crise que vit le pays et qui sera présentée, prochainement, à la classe politique. Les participants à cette Conférence relèvent de trois dynamiques, à savoir : la Confédération des syndicats autonomes, le Forum civil pour le changement et le Collectif de la société civile qui compte plusieurs associations et organisations de droits de l'Homme. Les organisateurs de cette Conférence devront se réunir, aujourd'hui, en vue de peaufiner les procédures techniques et logistiques et d'adopter une feuille de route de sortie de crise. Le coordinateur du Syndicat national autonome des professeurs d'enseignement secondaire et technique (Snapest), Meziane Meriane, a révélé, dans ce sens, que les organisateurs de cette rencontre nationale demanderont officiellement aux autorités publiques une autorisation pour la tenue de cette conférence, ajoutant que «*plus de 40 syndicats et associations nationales devront participer à cette conférence qui vient couronner les précédentes rencontres des acteurs de la société civile*». Les représentants de la société civile avaient tenu, précédemment, quatre rencontres préparatoires, dont la première a été consacrée à l'«*examen de la situation politique et des risques de blocage*». Les participants ont procédé, lors de la 2e rencontre, à l'«*échange de points de vue et de différentes initiatives et suggestions*». Quant aux 3e et 4e rencontres, les syndicats et les associations ont tenté de «*cristalliser les différentes propositions pour tenter de parvenir à une plateforme unifiée et une feuille de route devant être présentée lors de la conférence nationale*». Affirmant que la plateforme en question «*sera présentée, prochainement, à l'opinion publique et à la classe politique, lors d'une autre conférence nationale qui verra la participation des partis politiques*», M. Meriane a souligné que la crise politique dans notre pays «*s'est développée en crise économique, impliquant une action rapide pour y faire face*».

Concernant les participants à la Conférence nationale de la société civile et celle avec les partis politiques, le même intervenant a indiqué que «les portes seront ouvertes à tous les acteurs politiques et représentants de la société civile, à condition que ces partis, syndicats et associations n'aient pas participé à la gestion des affaires du pays avec l'ancien système". "Ces parties étaient la cause directe de la crise actuelle et partant elles ne peuvent faire partie de la solution", a-t-il estimé. Un dialogue direct avec l'institution militaire et la possibilité de trouver des solutions au sein de la Constitution

"Cette exclusion du dialogue est logique", a-t-il précisé, vu que "la volonté populaire exprimée lors des marches populaires revendique une nouvelle République et la rupture avec tous les symboles de l'ancien système".

Kamel L./APS

Regards

Le FCE à l'épreuve de ses errements et de ses sursauts

Le Forum des chefs d'entreprise – FCE, organisation patronale qui fédère plus de quatre mille entreprises, a certainement pâti de sa relation au politique, alors qu'il naissait au début du 21e siècle pour défendre et promouvoir des intérêts strictement économiques.

Par Filali H. Imène

Détourné de sa vocation et devenu, de ce fait, la boîte de résonance de projets politiques de pouvoir, le FCE a fini par devenir une organisation de masse, à l'instar de celles qui étaient dédiées à cet usage par la nature de leurs activités, alors qu'il était censé être une organisation d'élites économiques, de ces organisations qui s'érigent, à travers la qualité et les ambitions de leurs membres, en force de proposition pour guider la décision politique et celle du législateur dans le sens du progrès et du développement économique.

Que dire alors d'une telle situation quand elle trahit, plus qu'un lobbying interne, une véritable dictature qui infléchit les choix politiques de ses membres et qui oriente jusqu'à leur conscience politique et électorale, obligeant les uns à faire des déclarations allant à l'encontre de leurs convictions profondes, et les autres à consentir des contributions financières exorbitantes pour financer un effort de campagne électorale.

S'il réussit à se relever au bout de l'épreuve qu'il traverse dans ce contexte particulier de l'histoire de l'Algérie, le FCE devrait tirer de ces déboires et de ses propres errements antérieurs des enseignements très édifiants, en renouant avec l'orthodoxie managériale qui caractérise la gestion de ce genre d'organisation de par le monde, dont l'hétérogénéité humaine et entrepreneuriale, ainsi intégrée en son sein, ne peut s'accommoder d'accointance partisane ou de connivence de pouvoir, sauf à distinguer, en dehors du champ d'exercice de l'activité associative de l'organisation, des chefs d'entreprises qui déclarent leur sympathie ou leur adhésion à tel leader et à telle formation politiques.

Eloigné de ses missions et de sa vocation pour laquelle il a été initialement créé, le Forum des chefs d'entreprises avait pourtant un rôle de premier plan à jouer dans la dynamique économique dont il devait, par ailleurs, être l'un des principaux adjuvants, notamment par ce qu'il représente, à travers les entreprises qu'il fédère, qui incarnent la réussite économique, la gestion rigoureuse, la mise à niveau aboutie, la bonne gestion des ressources humaines, la performance en production, la maîtrise du processus qualité, la gestion éclairée des ressources humaine et, pour certaines même, l'intelligence et la veille économique, sans oublier la visibilité fiscale et parafiscale.

En réussissant comme modèles économiques et en s'imposant commercialement, y compris dans le domaine de l'exportation, beaucoup d'entreprises membres du FCE donnaient à voir la configuration que devait avoir l'économie algérienne si elle devait un jour accéder à la modernité et s'émanciper, un tant soit peu, des hydrocarbures ; cela en face d'un modèle parasite qui s'impose toujours, qui n'est autre que l'économie informelle, qui a donné lieu à une faune très nombreuse de prédateurs économiques qui activent dans la clandestinité, qui échappent à tout contrôle fiscal et parafiscal et qui, à n'en pas douter, concentrent aujourd'hui plus de 40% de l'ensemble de l'activité économique hors hydrocarbures, mais surtout plus de bénéfices, plus d'épargne et donc aussi plus de fonds, dont une bonne partie agit, dans la sphère de la corruption instituée, pour maintenir le statu quo.

L'importance du rôle que devait et que devrait jouer le FCE en tant qu'acteur associatif de la sphère économique en Algérie n'a d'égale que l'ampleur de la dérive qui a consisté à l'éloigner de ce rôle et à l'investir d'une mission politique qui a contraint et contrarié nombre de ses adhérents qui ont dû soit se retirer, soit raser les murs pendant près d'une dizaine d'années.

F. H. I.

Nedroma

La Terbiâa, une place à l'illustre passé

La ville de Nedroma, dans la wilaya de Tlemcen, réputée pour son cachet architectural particulier, ses ruelles étroites, ses maisons anciennes et son antique place «Terbiâa» (carrée), est une destination de choix pour les touristes curieux de faire connaissance avec son histoire et son passé glorieux.

Cette ville, célèbre pour sa «Terbiâa» à laquelle ses habitants sont associés «ouled terbiâa», est une place publique, appelée ainsi en raison de sa forme carrée et sa surface estimée à quelque 1 000 mètres carrés. Les anciens de la ville indiquent qu'elle a été appelée ainsi en raison de sa forme carrée et bordée de trottoirs sur lesquels des tapis étaient posés pour recevoir les notables de la ville, qui s'y rendaient pour savourer un café ou un thé. Aujourd'hui, cette place dispose de toutes les commodités de la vie quotidienne, dont des infrastructures religieuses, sociales et de divertissement, a expliqué à l'APS le président de l'association culturelle «El-Mouahidia» de la ville de Nedroma, Midoune Azzeddine.

La place «Terbiâa», qui abritait jadis trois ou quatre cafés, n'a sauvegardé qu'un antique café, situé en face de la grande mosquée, qui se trouve au milieu de cette place.

Dans cet établissement, on y prépare le café à l'ancienne, dans d'antiques cafetières métalliques que les Nedromiens appellent «Djezoua» et dans laquelle le café est cuit en trois fois jusqu'à en faire ressortir le goût si spécial et célèbre, très recherché par les clients, notamment les visiteurs qui viennent à la «Terbiâa» pour la première fois, a noté M. Midoune. Dans le passé, la place était entourée de «mesriate», des clubs et de petites chambres, qui étaient la propriété des grandes familles nedromiennes, utilisés pour y jouer de la musique andalouse, pratiquer de ses nombreux instruments et réciter les qacidate et autres poèmes ayant traversé les siècles.

Parmi les «mesriate» les plus connues, celle de cheikh Ramdani, gérée par Hadj Mohamed Nekkache, connu sous le nom de Ghenim, ainsi que celle de Si Driss Rahal, celle de Hadj Mohamed Ghaffour et bien d'autres. On trouve aussi dans cette place, huit zaouïas coraniques comme la «Aïssaouia», la «Qadiria», la «Hebria Derqaouia», la «Slimania», la «Ziania» et la «Tidjania».

Hammam El Bali... 9 siècles de «résistance»

Le bain antique (Hammam El bali), appelé également «Hammam El baraka» et situé à la place Terbiâa, près de la grande mosquée, est l'un des plus anciens hamams de Nedroma. Il a été édifié il y a 9 siècles et a connu une opération de restauration, initiée par le ministère de la Culture, en 2003, et ce, afin de le sauvegarder de la disparition.

L'eau, qui provient des monts Fillaoucen, sis dans les environs de Nedroma, est chauffée au bois. Elle circule dans des conduites enfouies dans le sol et les murs du hammam, afin de les chauffer de manière naturelle, a indiqué le président de l'Association culturelle «El-Mouahidia». Non loin du hammam se trouve le «Mamouni», un petit espace consacré au repos et à la relaxation, décoré de différentes espèces de fleurs et de plantes qui se mêlent aux roseaux entourant cet espace, selon M. Midoune, qui a souligné que, dans le temps, tous les nouveaux mariés de la ville de Nedroma prenaient leur bain à l'antique hammam, avant de se rendre au «Mamouni» pour y déguster du thé et du jus de citron. De nombreux cortèges de mariage prenaient, d'ailleurs, leur départ de ce point. La place «Terbiâa», qui était connue aussi pour son commerce de fleurs et de plantes d'ornement, comme le jasmin, les œillets et quelques fruits des bois qui poussaient dans le périmètre de la ville, est par ailleurs entourée de quatre anciens quartiers aux ruelles étroites bifurquant dans cette place publique, à savoir les quartiers de «Ben Affen», «Ahl Souq», «Beni Zeid» et «Ahl Kherba», sachant que Nedroma était entourée, dans le passé, par des murailles dans lesquelles s'ouvraient quatre portes, «Bab M'dina» au nord, «Bab Qasba» au sud, «Bab Taza» à l'ouest et «Bab Fraqi» à l'est. Ces portes étaient, jadis, fermées au crépuscule.

Il y a dans le palais du sultan des Almohades de Nedroma, édifié par Abdelmoumen ben Ali, fondateur du royaume Almoravide, un passage secret menant jusqu'à la place Terbiâa. Ce passage a été construit par Abou Yacoub Youcef, l'un des émirs des Zianides durant son séjour au palais du sultan Almohade. Les travaux ont duré quatre années, selon M. Midoune, qui a expliqué qu'Abou Yacoub Youcef a construit une mosquée à l'intérieur du palais et a utilisé le passage secret pour se déplacer du palais vers la mosquée et le bain antique de la place Terbiâa.

Réhabiliter les quartiers de la place Terbiâa

Les anciennes bâtisses des quartiers avoisinant la place «Terbiâa» connaîtront bientôt une opération de réhabilitation des façades et des toitures, dans le cadre d'un programme initié par le ministère de l'Habitat, qui concerne quelque 800 habitations anciennes. Le but premier de cette opération est de faire revivre ces anciens quartiers et la place Terbiâa afin d'attirer les touristes.

L'association «Mouahidia» de Nedroma compte également former 30 jeunes dans le domaine de la restauration des anciens bâtis au cours de deux sessions de trois mois chacune, sous la supervision d'un spécialiste dans le domaine. La formation se déroulera au niveau de l'ancienne maison de la famille Si Driss Rahal, qui sera transformée en atelier pour ces jeunes pour les séances pratiques, a relevé Midoune Azzeddine.

Cette session de formation permettra aux participants d'obtenir un certificat d'aptitude après le passage des examens au niveau du Centre de formation professionnelle, ce qui leur ouvrira la voie pour pratiquer leur métier avec les différentes entreprises de construction qui prendront en charge la concrétisation du programme du ministère de l'Habitat de réhabilitation des anciens quartiers de la ville entourant la place Terbiâa.

Hania T./APS

Produits alimentaires

Nouvelle hausse des prix mondiaux

Les prix mondiaux des produits alimentaires ont augmenté pour le cinquième mois d'affiliée, en mai, suite à la hausse des prix du fromage et du maïs, une situation qui s'explique par de mauvaises conditions météorologiques, a indiqué jeudi l'Organisation des Nation unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur son site web.

Par Mahi O.

L'Indice mensuel des prix des produits alimentaires affiche une moyenne de 172,4 points en mai, soit en hausse de 1,2% par rapport au mois dernier, mais en baisse de 1,9% par rapport au niveau enregistré en mai 2018. Les prix du fromage et du maïs ont augmenté, tandis que ceux du sucre, d'huile de palme et de la viande bovine ont baissé. A noter que l'Indice FAO des prix des produits alimentaires est un indice pondéré par les échanges commerciaux qui permet de suivre l'évolution mensuelle des principaux groupes de produits alimentaires. Selon la même source, l'Indice FAO des prix des produits laitiers a augmenté de 5,2% en avril, atteignant quasiment son niveau le plus élevé en l'espace de cinq ans. Ce rebond, qui concerne principalement les prix du fromage, s'est manifesté par une forte demande en importations face à des disponibilités à l'exportation plutôt restreintes en raison de la vague de sécheresse qui a frappé la région océanique, explique l'organisation onusienne. Pour sa part, l'indice FAO des prix des céréales a augmenté de 1,4%, une situation entièrement due à une soudaine hausse des cotations de prix pour le maïs et à des perspectives faisant état d'une baisse de la production aux Etats-Unis, où les plantations de cultures ont ralenti en raison d'importantes inondations. Les prix du blé ont, eux, chuté, tandis que ceux du riz sont restés globalement stables. Quant à l'indice FAO des prix du sucre, celui-ci a baissé de 3,2% le mois dernier, tandis que des perspectives prévoyant une hausse de la production en Inde, soit le plus grand producteur au monde, ont permis de compenser une baisse annuelle de la production de sucre de 17% au Brésil. La faiblesse des prix mondiaux de l'énergie, qui a eu pour effet de réduire la demande en canne à sucre pour produire des biocarburants, a également eu un impact négatif sur les prix du sucre. L'indice FAO des prix des huiles végétales a baissé de 1,1%, tandis que les valeurs de l'huile de palme ont chuté face à l'abondance des stocks mondiaux dans les principaux pays exportateurs. Les prix de l'huile de soja, de tournesol et de colza ont légèrement augmenté. Les prix de la viande bovine ont diminué depuis leur niveau record atteint en avril, une situation qui se traduit notamment par de larges stocks disponibles à l'exportation au niveau international.

Prévision revue à la baisse de la production mondiale de céréales en 2019

D'autre part, les dernières prévisions de la FAO pour la production mondiale de céréales en 2019, disponibles dans le Bulletin sur l'offre et la demande de céréales, également publié jeudi, indiquent une hausse de 1,2% par rapport à l'année précédente pour atteindre 2 685 millions de tonnes, soit des prévisions revues à la baisse par rapport à celles de mai lorsque la production mondiale de céréales était appelée à augmenter de 2,7%. Cette augmentation d'une année sur l'autre de la production mondiale céréalière reflète un développement de la production de blé et d'orge, tandis que le niveau de la production mondiale de riz devrait être plus ou moins proche du niveau record enregistré l'année dernière. La production mondiale de maïs, néanmoins, est maintenant appelée à chuter, avec notamment la production américaine qui devrait baisser de 10% par rapport à l'année dernière en raison de plantations réduites. Ces dernières ont vu leur expansion amoindrie en raison de mauvaises conditions météorologiques. L'utilisation mondiale de céréales pour l'année à venir devrait maintenant atteindre les 2 707 millions de tonnes, en baisse par rapport aux prévisions établies en mai mais toujours en hausse d'1% par rapport à la saison 2018/2019. L'utilisation mondiale de riz devrait atteindre 518 millions de tonnes, soit une hausse d'1,4% sur l'année, tandis que l'utilisation de blé devrait augmenter d'1,2% pour finalement atteindre les 755 millions de tonnes. En se basant sur ces nouvelles estimations pour la production et l'utilisation, les stocks mondiaux de céréales pourraient baisser de près de 3% lors de la prochaine saison, atteignant les 830 millions de tonnes, soit leur plus bas niveau en l'espace de quatre ans. Cette baisse devrait avoir pour effet de faire baisser de 30% le rapport mondial stock-utilisation de céréales, qui, néanmoins, devrait toujours proposer un niveau d'approvisionnement suffisant. Le commerce mondial devrait augmenter pour atteindre les 414 millions de tonnes, soit en hausse d' 1,4% par rapport au niveau estimé l'année précédente, une situation qui s'explique par un important rebond du commerce de blé, et ce, grâce à une forte demande d'importations en provenance de plusieurs pays d'Afrique et d'Asie. Enfin, à cela s'ajoutent des prévisions faisant état de larges quantités disponibles à l'exportation dans la région de la mer Noire et dans l'Union européenne.

M. O./APS

Prix

Le pétrole à plus de 62 dollars à Londres

Les prix du pétrole poursuivaient leurs rebonds hier dans les échanges européens tandis que les investisseurs se focalisaient sur la rencontre à Saint-Pétersbourg des ministres de l'Energie de l'Arabie saoudite et de la Russie. En début d'après-midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 62,23 dollars à Londres, en hausse de 56 cents par rapport à la clôture de jeudi. A New York, le baril américain de WTI pour le contrat de juillet gagnait 52 cents à 53,11 dollars. Les cours restent cependant relativement proches de leurs plus bas depuis janvier atteints mercredi, à 59,45 dollars pour le Brent et à 50,60 dollars pour le WTI. Les cours ont depuis «*suivi les Bourses à la hausse, alors que les investisseurs ont espéré que les droits douaniers américains sur le Mexique pourraient être évités*», ont commenté des analystes. L'or noir est considéré comme un actif à risque et souffre donc des tensions commerciales qui pourraient affecter l'économie mondiale. «*L'attention du marché se tourne de plus en plus vers l'Opep+*», ont ajouté les mêmes analystes. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses partenaires, dont la Russie, doivent se retrouver dans les prochaines semaines à Vienne, pour décider de renouveler ou non leur accord de limitation de la production. Alors que les Etats-Unis produisent à plein régime, les tensions commerciales et des signes de faiblesse de la croissance mondiale pourraient limiter la hausse de la demande, rendant l'accord de l'Opep+ essentiel à l'équilibre du marché. Or, la position des deux poids lourds de l'accord, l'Arabie saoudite et la Russie, diffère légèrement, Ryad souhaitant un prix élevé quitte à produire moins, tandis que Moscou semble hésiter à perdre des parts de marché en faveur des Etats-Unis. Si le ministre saoudien Khaled al-Faleh a affirmé être «*sûr*» que l'accord serait renouvelé, son homologue russe, Alexandre Novak, s'est montré plus prudent, affirmant qu'il aurait l'occasion de revoir M. Faleh avant la réunion de l'Opep+, selon des propos rapportés par l'agence Bloomberg.

Salem K.

Selon le FMI

La dette publique des Etats-Unis est insoutenable

Le Fonds monétaire international (FMI) a estimé que la dette publique des Etats-Unis était insoutenable, appelant à des ajustements de la politique afin de réduire le déficit fiscal et engager la dette publique sur la voie d'une réduction graduelle à moyen terme. «*L'expansion fiscale de l'administration américaine a permis de soutenir l'activité économique, mais cela s'est fait au prix d'une hausse continue du ratio dette-PIB*», a affirmé l'institution financière dans une déclaration finale qui décrit les constatations préliminaires de ses consultations annuelles au titre de l'Article IV visant à examiner l'économie américaine. Selon les estimations du Bureau du budget du Congrès (CBO), faites sur la base de la proposition budgétaire soumise au congrès par le président Donald Trump en mars dernier, le déficit devrait atteindre environ mille milliards de dollars pour l'année fiscale 2020. Suivant cette proposition budgétaire, la part de la dette fédérale serait égale à 87% du PIB en 2029, comparé à 78% en 2019, toujours d'après le CBO. Dans sa déclaration, le FMI a émis une prévision de la croissance de l'économie américaine à un taux de 2,6% cette année, et de 1,9% pour 2020. Cette estimation ne prend en compte que les droits de douane qui sont déjà effectifs, sans compter ceux que l'administration américaine entend mettre en place à l'encontre de ses partenaires commerciaux. En dépit de projections positives à court terme pour l'économie des Etats-Unis, le FMI a averti qu'une aggravation des différends commerciaux ou un renversement de la situation sur les marchés financiers récemment portés à ébullition pourrait présenter des «*risques concrets*» pour l'économie américaine, avec des effets négatifs concomitants pouvant impacter d'autres pays. D'après le FMI, «*ces risques sont intimement liés à l'incertitude en matière de politiques commerciales, un facteur important pour les situations financières mondiales comme domestiques, ainsi que pour les décisions d'investissements prises par les entreprises*».

R. E.

Organisée par le ministère de la Santé

Journée d'information sur la conférence internationale sur la population

Une journée d'information et de sensibilisation en direction des médias sera organisée par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière le 11 juin à Alger, à l'occasion du 25e anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD).

Par Baya O.

L'objectif de cette journée, qui verra la participation d'experts, de membres du Comité national de la population et représentants du Fonds des Nations unies pour la population, est d'informer les médias sur la CIPD et de «*faire connaître ses objectifs, ses axes stratégiques ainsi que sa plateforme d'action, notamment en matière de développement socio-économique et démographique du pays*», selon un communiqué du ministère de la Santé.

Cette journée offre aussi l'occasion de «*sensibiliser les médias pour une contribution quant à la mise en œuvre de la plateforme de la conférence*» et leur faire connaître «*les acquis de l'Algérie dans la mise en œuvre des recommandations de la CIPD*».

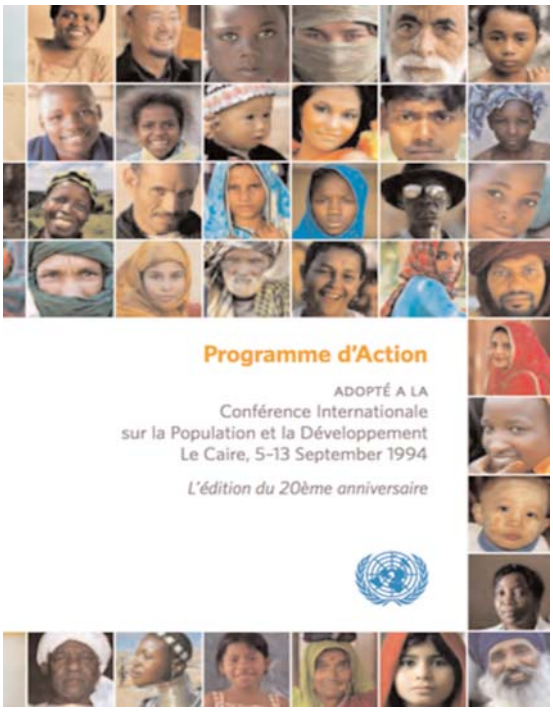
Les travaux se dérouleront dans un cadre interactif, à travers «*un débat ouvert sur la plateforme, notamment au-delà de 2014, les contraintes rencontrées et les défis à relever pour l'accomplissement des engagements de la CIPD dans les années à venir*». La CIPD s'était tenue en 1994 au Caire et avait réuni 179 pays pour traiter des questions de population et de développement. Son programme d'action est fondé sur plus de 200 recommandations articulées autour de cinq objectifs étalés sur 20 ans dans les secteurs de la santé, du développement et du bien-être social. Contrairement aux précédentes conférences mondiales sur la population, concentrées principalement sur le contrôle de la croissance démographique dans les pays en développement, la conférence du Caire a élargi la portée des discussions stratégiques et mettait l'accent sur l'interrelation entre la population, la croissance économique et le développement durable. Ces cinq objectifs portent sur l'accès universel à toute une gamme de méthodes fiables et sans danger de planification familiale et de services connexes de santé de la population, la réduction des taux de mortalité infantile à moins de 35 pour 1 000 naissances vivantes et des taux de mortalité des moins de 5 ans à moins de 5 décès pour 1 000 naissances vivantes.

Il s'agit, également, de combler l'écart entre les taux de mortalité maternelle des pays en développement et des pays développés et de tenter de parvenir à un taux de moins de 60 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes.

Le quatrième objectif consiste à faire passer l'espérance de vie à la naissance à plus de 75 ans et, dans les pays présentant la plus forte mortalité, chercher à faire passer l'espérance de vie à la naissance à plus de 70 ans.

Le cinquième objectif est de parvenir à l'accès à l'éducation primaire universelle complète, garantir l'accès le plus précoce et le plus exhaustif possible à l'éducation secondaire et supérieure aux femmes et aux fillettes.

B. O.



Selon l'OMS

Les maladies sexuellement transmissibles font chaque jour plus d'un million de nouveaux cas

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a révélé jeudi qu'il y avait chaque jour plus d'un million de nouveaux cas d'infections sexuellement transmissibles (IST) dans le monde. Dans un nouveau rapport, l'OMS a répertorié les quatre infections les plus répandues parmi les personnes âgées de 15 à 49 ans : chlamydiose, gonorrhée, la syphilis et la trichomonase. Ces quatre IST – ou MST – font chaque année plus de 376 millions de nouveaux cas dans le monde, a indiqué l'agence spécialisée de l'ONU, sur la base des dernières statistiques rassemblées en 2016. Et ce chiffre n'a pas baissé par rapport à la précédente étude de 2012. «*Nous constatons une absence inquiétante de progrès dans la lutte pour stopper la propagation des infections sexuellement transmissibles dans le monde*», a déclaré le Dr Peter Salama, directeur général adjoint de l'OMS chargé des réponses d'urgence. «*C'est un signal d'alarme en faveur d'un effort concerté pour permettre à tout le monde, partout, de pouvoir accéder aux services nécessaires pour prévenir et traiter ces maladies invalidantes*». Les statistiques de l'OMS montrent qu'en 2016 il y avait eu 127 millions de nouveaux cas de chlamydiose, 87 millions de gonorrhée, 6,3 millions de syphilis et 156 millions de trichomonase. Ces IST se transmettent lors de rapports sexuels non protégés, mais certaines peuvent aussi être contractées lors d'une grossesse ou d'un accouchement. La syphilis peut aussi se transmettre au contact de sang contaminé. Si elles ne sont pas diagnostiquées ni traitées à temps, elles peuvent entraîner de graves complications et des séquelles à long terme, comme des maladies neurologiques et cardio-vasculaires, l'infertilité, des grossesses extra-utérines et des fausses couches, et également augmenter le risque de contracter le VIH. A elle seule, la syphilis a provoqué quelque 200 000 mort-nés en 2016. «*Depuis la dernière étude publiée en 2012, il n'y a eu aucune baisse significative des taux de nouveaux cas ou de cas existants*», reconnaît l'OMS. En moyenne, indique l'agence, environ 1 personne sur 25 dans le monde a au moins une de ces IST, souvent même plusieurs en même temps. Les MST peuvent être facilement traitées et guéries, mais comme elles ne se signalent pas toutes par des symptômes – à part la gonorrhée – les malades ignorent qu'ils sont contaminés. «*Nous considérons que c'est une épidémie cachée, une épidémie silencieuse, une épidémie dangereuse*», a résumé Melanie Taylor, une experte de l'OMS sur les IST, lors d'une conférence de presse. L'OMS préconise aux personnes «*sexuellement actives*» de faire des examens médicaux pour savoir si elles ont une IST et d'utiliser des préservatifs. Elle recommande aussi aux femmes enceintes de subir des tests contre la syphilis et le VIH.

Safia Y./APS

Rougeole

Plus de 1 000 cas aux Etats-Unis depuis le début de l'année

Le nombre de cas de rougeole depuis le début de l'année aux Etats-Unis a franchi la barre des 1 000, ont annoncé les autorités sanitaires américaines. «*Le 1 000e cas d'une maladie évitable comme la rougeole est un rappel inquiétant de l'importance de la vaccination*», a déclaré le ministre américain de la Santé, Alex Azar, cité dans un communiqué. «*Nous ne pouvons pas le répéter assez : les vaccins sont un moyen sûr et très efficace de prévenir cette maladie et de mettre un terme à l'épidémie actuelle*», a-t-il ajouté. L'annonce de ce 1 000e cas intervient quelques jours seulement après la mise en garde des autorités sanitaires sur le risque pour les Etats-Unis de perdre leur statut de pays ayant éliminé la rougeole. La maladie a été déclarée «*éliminée*» en 2000 dans le pays, un but qui avait été fixé en 1966 avec le début de la vaccination. Ce terme correspond à l'absence de transmission continue pendant 12 mois dans une zone géographique particulière. A l'heure actuelle, c'est l'épidémie persistante de la région new-yorkaise qui alarme les autorités. Elle a commencé officiellement à New York le 30 septembre 2018, et dans le comté voisin de Rockland le 1er octobre. Si elle continuait pendant encore quatre mois, selon cette convention, les Etats-Unis ne pourront plus dire qu'ils ont «*éliminé*» la rougeole. Malgré la vaccination obligatoire décrétée par le maire de New York début avril dans les quartiers de la communauté juive les plus touchés, la ville a connu 173 cas en avril et 60 en mai. En pratique, les Etats-Unis ne sont jamais descendus à zéro cas. Depuis 2000, leur nombre oscillait entre quelques dizaines et quelques centaines par an, le maximum étant de 667 malades en 2014, une épidémie qui était alors concentrée pour plus de la moitié dans des communautés amish de l'Ohio. La résurgence de foyers est principalement due à des voyageurs non vaccinés ou sous-vaccinés contaminés à l'étranger et revenant aux Etats-Unis. C'est le cas depuis l'an dernier dans diverses régions du pays, avec des souches importées notamment des Philippines, d'Israël et d'Ukraine.

R. S.

Mostaganem

5,6 milliards DA dégagés pour des projets de protection contre les inondations

■ Une enveloppe de 5,6 milliards de dinars a été consacrée dans la wilaya de Mostaganem à cinq projets de protection contre les inondations et crues d'oueds, a-t-on appris jeudi du directeur des ressources en eau.

Par Anissa H.

Ces projets, a indiqué Moussa Lebgaâ, portent sur l'éradication de points noirs concernant l'accumulation des eaux pluviales et la montée du niveau des oueds à Bordjia et au bassin du Bas Chellif. Un milliard de dinars est affecté pour la protection de la périphérie Est de Mostaganem contre les inondations provoquées chaque hiver par les crues de six oueds à El Hachm et Kharouba, localités à haute densité démographique, a-t-on indiqué. Les études portant sur la protection de la partie Sud de la ville de Mostaganem ont été achevées et une nouvelle opération a été inscrite pour deux milliards DA pour le traitement de tous les points noirs à hai Debdaba et à Oued El Hadaik, a-t-on fait savoir. Concernant l'oued d'Ain Sefra qui traverse la ville de Mostaganem sur 5 km, M. Lebgaâ a signalé que les travaux pris en charge par huit entreprises nationales se poursuivent, notamment à l'embouchure près du port et des cités «Djebli-Mohamed», «Kenades» (Castors) et «La liberté» pour une enveloppe globale de 2,1 milliards DA.

Pour la protection de la zone industrielle de Bordjia (commune de Hassiane), une enveloppe de 140 millions DA a été consacrée au drainage des eaux pluviales et au traitement de tous les points noirs, surtout pour ce qui concerne la montée des eaux de l'oued Ettine. Les travaux de protection des zones limitrophes de l'oued Chellif seront bientôt lancés dans les communes de Sour, Sidi Belattar, Benabdelmalek Ramdane et Mostaganem qui font face, ces dernières années, au problème de la montée du débit des eaux du barrage de Beni Yefren et de Chellif. M. Lebgaâ a fait part, à ce sujet, du traitement des points noirs à partir de ce barrage auquel le ministère a alloué un montant de 400 millions DA. **A. H./APS**

Khenchela

Attribution prochaine de 1 000 logements de type location-vente AADL

Un total de 1 000 logements de type location-vente de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), en réalisation à la nouvelle zone urbaine de la wilaya de Khenchela, seront distribués *«en juillet prochain»*, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya. *«Les grands travaux de ce projet d'habitat ont été finalisés au début de l'année en cours et les actions d'aménagement extérieur se poursuivent pour rattraper le retard enregistré dans ces chantiers, causés notamment par les mauvaises conditions climatiques»*, a précisé la même source. Des efforts sont déployés pour assurer la livraison de ce nombre d'habitations en faveur de leurs bénéficiaires, dans la cadre de la célébration du double anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse. Lors de l'inspection de ce chantier, le chef de l'exécutif local, Kamel Nouicer, avait instruit les entreprises chargées de la réalisation des travaux d'aménagement extérieur et de raccordement des différents réseaux et des routes à l'effet de maintenir la cadence accélérée de ces travaux et le respect des normes de la qualité, afin de garantir l'attribution de ce quota de logements dans les délais impartis, selon la même source. Ce lot d'habitations (1 000) représente la deuxième tranche du programme portant construction de 2 000 logements AADL, affecté au bénéfice de cette wilaya au titre de l'exercice 2013, ont ajouté les services de la wilaya, faisant savoir qu'en mai 2018, un premier quota constitué de 721 unités de ce programme a été livré. Les services de la wilaya de Khenchela prévoient, selon un rapport établi par la Direction du logement (DL) et de l'Office de promotion et de gestion immobilière (Opgi), la réception et la distribution de pas moins de 3 200 unités de logements, tous segments confondus, à travers les diverses communes durant le second trimestre de l'année 2019. **Nabila T.**

Fièvre aphteuse

550 éleveurs de la wilaya de Tlemcen seront indemnisés

Quelque 550 éleveurs de la wilaya de Tlemcen seront indemnisés des pertes causées par la fièvre aphteuse ayant touché des têtes ovines et caprines en décembre dernier, a-t-on appris auprès de la Direction locale des services agricoles. Les éleveurs concernés par l'opération d'indemnisation ont déposé des dossiers auprès des services concernés. Ces dossiers ont été approuvés avec à l'appui des procès-verbaux confirmant les cas de pertes du bétail à cause de la fièvre aphteuse, a indiqué l'inspecteur principal vétérinaire, Daheur Djamel. Le montant global d'indemnisation est estimé à plus de 29 millions DA, a-t-il dit, précisant que l'opération sera lancée dans les prochains jours. Les ovins et caprins âgés de moins de 3 mois seront indemnisés à raison de 1 000 DA par tête, 10 000 DA par tête de bétail âgé de 3 à 10 mois et 20 000 DA pour ceux âgés de 11 à 18 mois et enfin 30 000 DA pour le bétail de plus de 18 mois, a-t-il détaillé. La fièvre aphteuse a causé la perte de 11 674 têtes ovines et caprines, entre décembre et février derniers, a estimé M. Daheur. Pour enrayer cette zoonose, quelque 26 400 doses de vaccin ont été mises à la disposition des services concernés entre février et mai derniers, ce qui a permis la vaccination de 26 029 têtes ovines et caprines. Durant la même période, 360 000 doses de vaccin contre la peste des petits ruminants ont été distribuées, permettant la vaccination de 264 107 têtes de petits ruminants. 94 vétérinaires ont assuré les campagnes de vaccination. Les deux zoonoses (la fièvre aphteuse et la peste de petits ruminants) ont été maîtrisées après que l'opération de vaccination qui a touché 387 communes, a tenu à rassurer Daheur Djamel, ajoutant que l'opération de vaccination se poursuit jusqu'à fin juin courant. Par ailleurs, 19 244 bovins ont été vaccinés, entre mars et mai derniers, contre la fièvre aphteuse et 5 404 têtes contre la rage touchant les bovins. **A. O.**

Oran

Lancement des travaux de réfection du Grand hôtel au deuxième semestre

LES TRAVAUX de réfection et de réhabilitation du Grand hôtel d'Oran seront lancés au deuxième semestre de l'année en cours après achèvement de l'étude de ce projet, a-t-on appris auprès de la Direction du tourisme et de l'artisanat. L'étude de réfection et de réhabilitation du Grand hôtel situé au centre-ville d'Oran, dont les travaux ont été lancés en 2018, seront achevés à la fin du premier semestre de l'année en cours, a indiqué le directeur du tourisme et de l'artisanat. Les travaux de réhabilitation de cet établissement hôtelier relevant de l'Etablissement de gestion touristique de l'Ouest, fermé depuis de longues années, seront lancés immédiatement après la fin de l'étude, a assuré Omar Kaim Belabbès, notant que l'enveloppe consacrée à cet effet est disponible et que les travaux devront préserver le caractère architectural de l'hôtel. Cet établissement, offrant 80 chambres et huit suites, a été récupéré par l'Etat après avoir été bradé au profit d'un investisseur privé. Le Grand hôtel, qui se distingue par une belle architecture, a été édifié en 1930. Plusieurs personnalités historiques, politiques et artistiques célèbres de renommée nationale et internationale y ont séjourné. **R. R.**

Oum El Bouaghi

Lancement «bientôt» des travaux de réalisation de 20 stades de proximité

Les travaux de réalisation de vingt stades de proximité à travers plusieurs communes de la wilaya d'Oum El Bouaghi seront lancés *«incessamment»*, a annoncé jeudi le chef du service de l'exploitation et de la maintenance des infrastructures routières auprès de la Direction des travaux publics (DTP). Dans une déclaration à l'APS, Khaled Brouhou a indiqué que *«ces terrains de sport, dont les travaux de construction ont été confiés à la Direction des travaux publics* (DTP)*, relèvent d'un programme de réalisation de 95 stades de proximité inscrits au profit de la wilaya d'Oum El Bouaghi dans le cadre du plan de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales»*. Ces infrastructures sportives ont été réparties sur quatre communes, à savoir Ain M'lila (6 terrains), Sigus (6 terrains), El Amiria (5 terrains) et Ouled Kacem (3 terrains), a précisé le même responsable. Ce projet a nécessité la mobilisation d'un investissement de 240 millions de dinars, a fait savoir la même source, notant que la réalisation de ces terrains de sport sera conformément aux normes requises en la matière. La réception de l'ensemble de ces stades de proximité est prévue *«le 5 juillet prochain»*, à l'occasion de la célébration du double anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse, a conclu la même source.

APS

Libye

Raid aérien contre l'aéroport de Tripoli, pas de victimes

Un raid aérien a été effectué jeudi par les troupes du général à la retraite Khalifa Haftar contre le seul aéroport fonctionnel de la capitale libyenne Tripoli, sans faire de victimes ni provoquer la suspension du trafic, selon des sources concordantes.

Par Farid M.

Après avoir annoncé dans un premier temps que le raid aérien a visé la piste de l'atterrissage, l'aéroport de Mitiga a précisé plus tard sur sa page Facebook officielle que la frappe était «*loin de la piste*» et que «*tout fonctionne normalement*». L'aéroport de Mitiga est une ancienne plateforme militaire utilisée pour le trafic civil en remplacement de l'aéroport international de Tripoli, gravement endommagé en 2014 par des combats. Seules les compagnies aériennes libyennes opèrent dans le pays, assurant des vols intérieurs et des liaisons régulières avec quelques pays, dont la Tunisie et la Turquie. Cet aéroport, situé à l'est de la capitale libyenne, avait été la cible le 8 avril d'un raid aérien des troupes de Haftar, provoquant la suspension du trafic qui a été limité plus tard aux vols nocturnes jusqu'au 22 avril. Khalifa Haftar a lancé depuis le 4 avril une attaque en vue de s'emparer de Tripoli, siège du Gouvernement d'union nationale (GNA) dirigé par Fayez al-Sarraj, reconnu par la communauté internationale.

Une entité parallèle cherche à vendre le pétrole extrait dans les zones de combat

Le P-dg de la société nationale pétrolière de la Libye (NOC), Mustapha Sanallah, a déclaré qu'une société établie dans l'Est du pays, au cœur des zones d'affrontement, tente de vendre illégalement du pétrole brut. Cette société qui se dit être la société publique libyenne du pétrole, entre en possession du brut en raison de la désertion des périmètres de production par les compagnies régulièrement établies. La NOC a expliqué que plusieurs tentatives de vente de l'huile ont échoué car les acheteurs se sont étonnés que leur brut soit cédé pour moins que le prix officiel du marché. Selon le gouvernement établi à l'Ouest, il existe des preuves de ces opérations qui ont déjà été soumises au ministère public et au Comité des sanctions de l'ONU. M. Sanalla va plus loin en indiquant que certains membres de la Chambre des représentants sont impliqués dans des tentatives de vente illégale de pétrole et que d'autres ont publiquement demandé que du carburant gratuit soit fourni à certains pays. La vente illégale du pétrole libyen est un problème qui date de début 2018, pendant que les affrontements dans les principaux bassins de production étaient à leur paroxysme. Une question qui inquiète de plus en plus l'ONU, qui, récemment, a sanctionné plusieurs entités dont des acheteurs italiens.

82 migrants africains sauvés

Un total de 82 migrants de différentes nationalités africaines ont été sauvés au large de la côte ouest de la Libye, a annoncé jeudi la marine libyenne. L'opération de sauvetage a eu lieu à 96 km au large de la capitale, Tripoli, indique un communiqué du bureau d'information de la Marine. Les migrants sauvés ont reçu une assistance humanitaire et médicale et ont été transférés dans un centre d'accueil situé dans l'est de Tripoli, selon le document. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a récemment déclaré que les migrants secourus au large des côtes libyennes «*ne devraient pas être renvoyés en détention*», car «*il n'y a pas de ports sécurisés en Libye*». Dimanche, les corps d'une femme et d'un enfant ont été repêchés et 73 autres migrants secourus après le naufrage de leur embarcation au large de la Libye, selon les gardes-côtes libyens. Soixante-quinze migrants étaient à bord de l'embarcation sans moteur, après avoir été braqués par des inconnus qui leur ont dérobé l'engin en pleine mer, a indiqué le porte-parole de la marine libyenne, Ayoub Kacem. Les migrants se sont trouvés immobilisés au large, tandis que l'embarcation commençait à prendre l'eau, à 14 milles nautiques au large de Garabulli, à l'est de Tripoli. La Libye demeure un point de départ privilégié pour les migrants clandestins qui souhaitent traverser la Méditerranée vers l'Europe en raison de l'insécurité et du chaos qui règnent dans leur pays d'origine.

F. M./APS

Présidentielle en Mauritanie

Début de la campagne électorale

La campagne officielle pour l'élection présidentielle du 22 juin en Mauritanie s'est ouverte hier, à deux semaines d'un scrutin censé consolider la démocratie dans ce vaste pays d'Afrique de l'Ouest. Depuis minuit (00h00 GMT), les six candidats déclarés à la succession du président Mohamed Ould Abdel Aziz, dont le second mandat s'achève en août et qui ne peut se représenter, ont le droit de tenir des meetings. Ils devraient sillonner le pays jusqu'à la fin de la campagne le 20 juin, à deux jours du premier tour, mais aucun débat télévisé entre les candidats n'est prévu. En cas de second tour, celui-ci se tiendra le 6 juillet. Pendant la précampagne, l'opposition s'est inquiétée d'un prémice de «*hold-up électoral*», dénonçant notamment la composition de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), dont elle juge les membres trop proches du pouvoir. Ce scrutin devrait néanmoins marquer la première passation de pouvoirs entre un président sortant et son successeur élu dans ce pays désertique de 4,5 millions d'habitants, qui a connu de nombreux coups d'Etat de 1978 à 2008. Les candidats sont : l'ex-général Mohamed Ould Cheikh Mohamed Ahmed, dit Ould Ghazouani, l'ancien Chef de gouvernement de transition (2005-2007), Sidi Mohamed Ould Boubacar, le militant anti-esclavagiste Biram Ould Dah Ould Abeid, le chef du parti de l'Union des forces du progrès (UFP), Mohamed Ould Moloud, le journaliste Baba Hamidou Kane, ainsi que le néophyte Mohamed Lemine El-Mourteji El-Wavi, expert financier et haut fonctionnaire au Trésor mauritanien.

Amel O.

Sahara occidental

La Conasadh condamne l'expulsion par le Maroc du militant Abderrahmane Zayou

La Commission nationale des droits de l'Homme sahraouie (Conasadh) a condamné la décision des autorités marocaines d'expulser de manière arbitraire le défenseur sahraoui des droits d'Homme Abderrahmane Zayou de la ville d'El Ayoun occupée vers une ville marocaine. Dans une déclaration, la Commission sahraouie a exprimé son rejet et sa plus ferme condamnation de cette politique «*ignoble et injuste*» des autorités marocaines à l'égard des défenseurs des droits de l'Homme, réitérant ainsi sa solidarité absolue avec tous les défenseurs sahraouis des droits de l'Homme, a indiqué l'agence sahraouie SPS. Les autorités d'occupation marocaines ont arbitrairement expulsé le 29 mai dernier le président de la Ligue pour la protection des prisonniers sahraouis dans les prisons marocaines (Lpps) et membre du groupe Gdeim Izik, Abderrahmane Zayou, qui travaille à la délégation du logement à El Ayoun occupée avant d'être transféré de force vers la ville de Kalaat Sraghna, au centre du Maroc. Dénonçant la violation flagrante par les autorités marocaines de tous les traités et conventions internationales, la Commission sahraouie a appelé la communauté internationale à faire pression sur le Royaume marocain pour qu'il respecte les droits humains des citoyens sahraouis dans les zones sous occupation. La Conasadh a exprimé, à l'occasion, «*sa solidarité absolue avec tous les défenseurs des droits de l'Homme et militants qui ont été soumis à la politique d'expulsion, d'exclusion, de suppression des moyens de subsistance, de restrictions, de déplacements forcés en violation flagrante du droit international*», a ajouté SPS. Réitérant son appel adressé au Maroc dans de précédents communiqués relatifs à la situation de tous les détenus sahraouis, l'instance sahraouie a exigé l'ouverture de tous les territoires occupés du Sahara occidental aux observateurs internationaux et aux médias pour s'enquérir de l'état réel des droits de l'Homme dans ces territoires occupés. La réaction de la Conasadh intervient après celle exprimée par la Ligue pour la protection des prisonniers sahraouis dans les prisons marocaines (Lpps) qui a condamné, jeudi dernier, l'arrestation arbitraire de son président, Abderrahmane Zayou, exigeant l'intervention urgente d'ONG pour faire pression sur le Maroc afin qu'il renonce aux mesures d'expulsion et de déplacement illégales. La Ligue a dénoncé dans son communiqué «*une politique systématique d'expulsion et de déplacement arbitraires menée par l'occupation marocaine à l'encontre de militants sahraouis*», tout en rappelant sa solidarité inconditionnelle avec toutes les victimes de cette politique.

R. M.

Allemagne

Procès de deux jihadistes qui préparaient une «bombe biologique»

Un couple d'islamistes radicalisés qui planifiaient un attentat à la «bombe biologique» en Allemagne est jugé depuis hier à Düsseldorf, un procès inédit dans ce pays qui reste sous la menace d'attaques jihadistes.

Ph.>D. R.

Rosa C.

Sief Allah H., Tunisien de 30 ans, et sa compagne allemande Yasmine H., 43 ans, sont accusés par le parquet antiterroriste allemand de «*fabrication délibérée d'une arme biologique*» visant à la «*préparation d'un acte grave de mise en danger violente de l'État*».

Leur arrestation en juin 2018 avait probablement permis d'éviter ce qui aurait été la première attaque biologique en Allemagne, avait déclaré Holger Münch, patron de la police criminelle allemande.

«*Ils ont décidé à l'automne 2017 de mener une attaque à caractère islamiste en Allemagne et de faire exploser un engin explosif au milieu d'une foule nombreuse. Ils voulaient ainsi tuer et blesser le plus de gens possible*», indique l'acte d'accusation du parquet antiterroriste.

Le couple, qui avait prêté allégeance au groupe État islamique (EI), risque jusqu'à 15 ans de prison.

A deux reprises, en août et septembre 2017, Sief Allah H. avait déjà tenté sans succès de rejoindre la Syrie via la Turquie pour rallier les combattants de l'EI avec qui il était en contact régulier, explique le parquet. Sa conjointe l'avait aidé en lui achetant notamment des billets et en lui faisant des virements bancaires. Face à ces échecs, le couple avait alors décidé de s'atteler à la préparation d'un attentat sur le sol allemand.

Quelques jours après l'arrestation de Sief Allah H. début juin 2018 à Cologne, les enquêteurs avaient retrouvé dans son appartement 84,3 mg de ricine et quelque 3 300 graines de ricin permettant de fabriquer le poison.

Cette substance, 6 000 fois plus puissante que le cyanure, est mortelle en cas d'ingestion, d'inhalation ou d'injection.

Selon l'hebdomadaire «*Der Spiegel*», une telle attaque aurait pu tuer jusqu'à cent personnes d'un coup.

Afin de tester les effets du poison, le couple avait acheté un hamster nain, rapporte le parquet. Les enquêteurs avaient également saisi 250 billes de métal, deux bouteilles de dissolvant à l'acétone, des câbles reliés à des ampoules, et 950 grammes d'une poudre grise, mélange de poudre d'aluminium et de substances pyrotechniques.

Selon le parquet, le couple avait également tenté de fabriquer de l'ammonal, un explosif utilisé en particulier lors de la Première Guerre mondiale.

Leur arrestation avait été rendue possible «*grâce à une coopération entre services de renseignement nationaux et internationaux*», avait expliqué le patron des services de renseignement intérieur de l'époque, Hans-Georg Maassen.

Selon des médias allemands, la CIA américaine a averti l'Allemagne après avoir repéré des achats sur internet de substances devant servir à la fabrication de la bombe par le suspect. Deux autres hommes avaient également été arrêtés en août en Tunisie, suspectés d'être des complices du couple.

Le tribunal a pour le moment prévu seize journées d'audience jusqu'au 30 août.

L'Allemagne reste sur le qui-vive en raison de plusieurs attaques jihadistes perpétrées ou envisagées dans le pays ces dernières années.

La plus grave, survenue en décembre 2016, avait été perpétrée par un Tunisien de 23 ans, Anis Amri, auteur d'un attentat au camion-bélier sur un marché de Noël à Berlin. Elle avait fait douze morts et a été revendiquée par le groupe État islamique.

R. C.

Grande-Bretagne

Theresa May s'efface et passe le Brexit à son successeur

La Première ministre britannique Theresa May a quitté hier la tête du Parti conservateur, ouvrant officiellement la course à sa succession qui désignera celui qui aura la lourde tâche de réussir là où elle a failli : mettre en œuvre le Brexit.

Un départ que la montée en puissance du Parti du Brexit du populiste Nigel Farage rend plus amer encore.

Fondée il y a quelques mois et décidée à mettre fin au bipartisme britannique, la formation europhobe a raflé la mise aux européennes fin mai avec 31,6% des suffrages. Et elle a échoué de peu à entrer au Parlement britannique jeudi lors d'une élection législative partielle à Peterborough (est de l'Angleterre), face à un Labour qui est parvenu à conserver son siège malgré un contexte local très défavorable.

Avec 29% des voix, son candidat Mike Greene est arrivé juste derrière la travailliste Lisa Forbes (31%) mais bien devant les conservateurs qui finissent à la troisième place (21%).

Selon le spécialiste des sondages John Curtice, ce résultat, avec un vainqueur qui l'emporte de peu, montre que le Royaume-Uni est désormais «*une autre planète politique*». Le Parti du Brexit est «*une force perturbatrice significative*», a-t-il pointé sur la BBC.

Et pour capter les votes manquants, Nigel Farage a expliqué hier à la radio BBC4 compter sur l'émergence d'un «*vote tactique*» de la part des électeurs conservateurs, qui s'en remettraient à son parti pour éviter de «*finir avec Corbyn* (le chef du Labour, ndlr) au gouvernement».

Après sa démission de la tête des Tories, qui ne devait donner lieu à aucun événement officiel hier, Theresa May restera en fonctions jusqu'à la désignation de son successeur par les conservateurs, d'ici la fin juillet. Au Royaume-Uni, le poste de Premier ministre échoit de droit au chef du parti qui réunit une majorité au Parlement.

Au cours des prochaines semaines, Theresa May «*continuera à travailler pour les gens de ce pays. Quant au Brexit, la Première ministre a indiqué que ce ne serait pas à elle de faire avancer ce processus, mais à son successeur*», a relevé jeudi son porte-parole.

Le prochain chef de l'exécutif britannique devra remettre le Brexit sur les rails, soit en renégociant un nouvel accord avec Bruxelles, soit en optant pour une sortie sans accord, deux scénarios d'ores et déjà au cœur de la course à sa succession.

Parmi les onze candidats en lice, le député conservateur Boris Johnson, ancien maire de Londres, ancien ministre des Affaires étrangères et champion des Brexiters, fait figure de favori.

Très apprécié par les militants de la base du Parti conservateur, Boris Johnson, 54 ans, politicien habile et charismatique, suscite en revanche des réactions plus contrastées du côté des députés tories, qui doivent sélectionner à partir de mercredi deux candidats qui seront ensuite départagés par les militants.

En s'adressant mardi soir à des députés du parti, il a prévenu que les conservateurs étaient menacés de «*disparition*» si le Brexit n'était pas mis en œuvre le 31 octobre. Theresa May, 62 ans, avait pris les rênes de l'exécutif en juillet 2016, peu après que les Britanniques eurent voté à 52% en faveur de la sortie de l'Union européenne lors du référendum du 23 juin.

Il lui incombait alors de détricoter plus de quarante ans de liens avec l'UE, mais aussi de rallier les Britanniques derrière une vision du Brexit susceptible de combler le fossé entre partisans et opposants de ce divorce historique, le premier vécu du club européen. Mais elle n'a pas su relever le défi.

L'accord qu'elle a conclu en novembre avec Bruxelles, après de longs mois de négociations et qui était censé organiser une sortie en douceur de l'UE, a été rejeté à trois reprises par les députés britanniques, autant de défaites humiliantes.

A court de munitions pour éviter une sortie sans accord, redouté par les milieux économiques, Theresa May avait été contrainte de repousser au 31 octobre la date du Brexit, initialement programmé le 29 mars

Des atermoiements que les Britanniques ont lourdement sanctionnés dans les urnes, reléguant à la 5e place le parti tory lors des élections européennes du 23 mai.

Usée par le Brexit, mais aussi par les complots et critiques incessantes dont elle a fait l'objet au sein de son parti, profondément divisé sur la question, Theresa May avait annoncé le 24 mai sa démission lors d'une allocution devant le 10, Downing Street.

Au bord des larmes, la voix brisée, elle avait précipité la fin de son intervention pour se réfugier dans ses bureaux, masquant ainsi l'émotion qui la submergeait.

Impuissance

Départ

Par Fouzia Mahmoudi

Au lendemain de la défaite cuisante des Républicains aux élections européennes, Valérie Pécresse avait été l'une des premières à exprimer ses doutes sur la ligne de son parti et à réclamer la démission du président de la droite Laurent Wauquiez ainsi qu'une fusion avec le centre. Mais le départ de Wauquiez et la prise de conscience de nombreux cadres Les Républicains de l'erreur de ligne adoptée pour les élections européennes n'auront pas suffi pour Pécresse. En effet, elle quitte à son tour Les Républicains, trois jours après la démission de Laurent Wauquiez. La présidente de la région Île-de-France, ancienne porte-parole du gouvernement Fillon, ministre du Budget et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sous Nicolas Sarkozy, entre 2007 et 2012, a annoncé sa décision sur France 2, mercredi soir. «*J'ai acquis la conviction que la refondation de la droite ne pourra pas se faire à l'intérieur et qu'elle doit se faire à l'extérieur du parti*», a expliqué Valérie Pécresse au journal de 20 heures présenté par Anne-Sophie Lapix, avant de poursuivre : «*Le parti est cadenassé de l'intérieur, dans son organisation mais aussi dans ses idées*». Elle imite en cela Xavier Bertrand, et avant lui Alain Juppé, qui tous les deux s'étaient mis en congé de leur famille politique. Au lendemain de «la trêve du Novotel», conclue par Gérard Larcher, elle estime qu'elle n'a plus sa place dans un mouvement sévèrement battu aux élections européennes. Malgré ses nombreuses critiques à l'encontre de Laurent Wauquiez, elle s'était finalement ralliée à François-Xavier Bellamy, la tête de liste du parti Les Républicains pour ces élections. Las, celui-ci a été largement dominé en Île-de-France, arrivant en quatrième position dans tous les départements de région parisienne. Soutien tardif d'Alain Juppé à la primaire de la droite et du centre, l'ancienne ministre considère que son appartenance à un parti en pleine crise n'est plus un atout pour mener les combats politiques de demain. À la tête de son mouvement Libres !, elle compte désormais s'affranchir de l'emprise des dirigeants LR, avec en ligne de mire les élections régionales de 2021 et la présidentielle de 2022. Reste à savoir si les électeurs seront eux au rendez-vous et s'ils choisiront de miser sur Pécresse, seule, sans l'appui de son parti ou si la présidente de Libres ! en voulant imiter le parcours d'Emmanuel Macron finira plus isolée qu'autre chose, déconnectée de la base des électeurs de droite et limitée dans son champ d'action.

F. M.

Théâtre d'Oran

Affluence record aux soirées de ramadhan

■ Plus de 5 000 spectateurs ont assisté aux soirées animées durant le mois de ramadhan écoulé au théâtre régional «Abdelkader-Alloula» d'Oran (TRO), a-t-on appris jeudi du directeur de cette structure culturelle qui fait état d'un «bilan record».

Par Adéla S.

«*Il s'agit d'une affluence record, quatre fois plus importante que celle enregistrée à la même période de l'année précédente*», a précisé à l'APS Mourad Senouci qui attribue ce résultat à «*la diversité des activités qui a permis de satisfaire les goûts de tout un chacun*».

Avec 19 représentations théâtrales données, le 4e art s'est taillé la part du lion dans le programme du ramadhan du TRO, également marqué par des concerts de musique andalouse, à l'instar de celui donné par l'interprète de ce genre Lila Borsali, intitulé «Si Grenade m'était contée».

Les mélomanes ont eu droit, en outre, à un spectacle musical et chorégraphique inspiré de «*La Flûte enchantée*», chef-d'œuvre du célèbre compositeur allemand Mozart (1756-1791), proposé par l'Institut culturel italien d'Alger dans le cadre du 20e Festival culturel européen en Algérie (10-27 mai).

La dimension internationale du programme du TRO a été aussi consolidée par la participation d'une troupe théâtrale venue du Canada à l'invitation du Haut commissariat à l'amazighité (HCA) pour présenter une comédie en tamazight intitulée «*Tidak N Nna Fa*».

La production nationale a été mise à l'honneur avec de fraîches créations comme la pièce «*Galoufa*» de l'association des «Amis du Théâtre» de Chlef, et «*Ya Lil*» du théâtre régional «Mohamed-Tahar-Fergani» de Constantine (TRC) qui ne s'était pas produit à Oran depuis 18 ans.

La troupe du TRO a, quant à elle, mis à l'affiche «*El-Fahla*» d'Ali Nacer et le spectacle de rue «*El-Harraz*» de Leila Touchi, et s'est également déplacée aux théâtres d'Alger, de Constantine et d'Oum El-Bouaghi pour jouer deux productions récentes, à savoir «*Arlequin, valet de deux maîtres*» de Ziani Cherif Ayad et «*Maaroud lel h'wa*» de Mohamed Bakhti.

Les soirées du TRO ont aussi constitué une opportunité pour mettre en lumière de jeunes talents parmi des troupes artistiques naissantes, sous la houlette des comédiens Samir Bouanani et Mohamed Khassani dont les monologues «*Adda Zine El-Adda*» et «*L'amour à l'algérienne*» ont battu tous les records d'audience. **A. S./APS**

Livres

Mort de Judith Kerr, auteure du roman «Le tigre qui s'invita pour le thé»

Écrivain britannique d'origine allemande, elle avait 95 ans. «*C'est avec une grande tristesse que nous annonçons la mort de notre auteure et illustratrice bien aimée, Judith Kerr*», a annoncé jeudi sa maison d'édition HarperCollins sur Twitter. L'auteur a succombé à une courte maladie, a précisé la même source. «*C'était une artiste et une conteuse extrêmement talentueuse qui nous a laissé une œuvre extraordinaire*», a déclaré Charlie Redmayne, le P-DG de HarperCollins. Née à Berlin le 14 juin 1923, écrivain britannique d'origine allemande, Judith Kerr avait fui, enfant, l'Allemagne avec sa famille en 1933, sa famille étant d'origine juive, et s'était réfugiée à Londres.

Judith Kerr publia en 1968 le célèbre «*Tigre qui s'invita pour le thé*», traduit et vendu à plus de 5 millions d'exemplaires dans le monde. Cet ouvrage est une histoire pour enfants qu'elle avait à la fois écrite et illustrée. «*C'était une histoire du soir que j'avais imaginée pour ma fille de trois ans*», racontait à l'AFP l'auteure en 2018 dans le salon de sa maison en briques où elle a élevé ses enfants Matthew et Tacy. Son époux, l'écrivain et scénariste Nigel Kneale, était en déplacement et sa femme et sa fille «*s'ennuyaient beaucoup*». «*Nous espérions que quelqu'un vienne et j'ai pensé qu'un tigre serait assez sympathique*».

Plus de cinquante ans plus tard, le livre reste très populaire outre Manche et a fait l'objet d'une adaptation au théâtre.

Judith Kerr a également signé une série d'ouvrages pour la jeunesse à succès consacrés à son chat Mog.

Un roman qui relate la fuite loin du régime nazi

Elle s'est également illustrée par une trilogie semi-autobiographique, «*Out Of The Hitler Time*», dont le premier livre s'intitule «*Quand Hitler s'empara du lapin rose* (When Hitler Stole Pink Rabbit)», publié en France chez Albin Michel Jeunesse.

Ce premier volet, qui figure au programme des écoliers allemands, relatait la fuite de la famille Kerr face à la menace nazie.

En février 1933, un policier anonyme appelle le père de Judith, Alfred Kerr, critique de théâtre et dramaturge opposé au nazisme. «*Mon père était cloué au lit avec la grippe et cet homme l'appelle et lui dit : Ils veulent confisquer votre passeport, vous devez quitter le pays immédiatement*». Alfred Kerr comprend immédiatement la situation et prend le premier train pour la Suisse, où le rejoignent quelques jours plus tard sa femme et leurs enfants, un jour seulement avant l'avènement des nazis. Pour la jeune Judith et son frère, cette fuite – la Suisse, la France et enfin l'Angleterre – prend des allures d'aventure. Ils ne réaliseront que plus tard l'angoisse dans laquelle étaient plongés leurs parents, terrifiés et sans ressources.

Des écoles primaires à son nom

Aujourd'hui, deux écoles primaires portent le nom de l'auteure, l'une à Berlin, non loin du quartier de Grunewald, où vivait la famille Kerr, et l'autre dans le sud de Londres.

Judith Kerr expliquait le succès du livre par le fait qu'«*à l'époque de sa publication, les Allemands n'avaient pas réussi à parler du passé à leurs enfants*». Pour elle, le livre a été un «*moyen facile*» d'évoquer cette période.

L. M.

«L'amour est aveugle», dernier roman de William Boyd

Musique et grands sentiments au programme

Le romancier britannique William Boyd embarque le lecteur dans une épopée téléguidée par l'amour qui d'Edinbourg à Saint-Pétersbourg en passant par Paris, Nice ou Trieste, traverse l'Europe au seuil du XXe siècle. Des aventures, de l'amour, des personnages enflammés et une peinture de l'Europe du XXe siècle naissant, avec «*L'amour est aveugle*» (Seuil), paru début mai, le grand conteur britannique William Boyd nous offre un livre d'un pur romantisme.

L'histoire : Edimbourg, 1894, Brodie Moncur, 24 ans, est employé comme accordeur dans la maison Channon & Cie, fameuse entreprise écossaise de fabrication de pianos depuis six générations. En plus d'être un excellent accordeur, le jeune Brodie ne manque pas d'idées pour donner de l'essor à l'entreprise qui l'a pris sous son aile dès la sortie de l'école, en apprentissage. Il a par exemple pensé à faire de son travail d'accordeur un spectacle en œuvrant dans la vitrine du magasin. Ce travail occupe toute sa vie et lui a permis de quitter la lourde atmosphère de la maison familiale. Six sœurs, un frère, ce triste foyer est soumis, depuis la mort de la mère en couche, à l'emprise d'un père tyrannique, pasteur et alcoolique.

Loin d'une «vie simple, rude, pieuse»

La vie pourrait continuer ainsi, mais dans le magasin parisien de la maison Channon, ouvert depuis peu et confié à la direction de son fils Calder par Ashley Channon, le patriarche, les affaires ne sont pas aussi bonnes qu'il l'avait espéré. «*Les affaires marchent même carrément très mal, entre nous soit dit*», confie le vieux patron à son employé. Il propose donc à Brodie de devenir le numéro deux du magasin. «*Nous avons besoin de quelqu'un qui ait des idées brillantes*», ajoute-t-il, comptant bien sur son protégé pour faire face à la concurrence sévère sur le marché européen du piano, en plein essor. Brodie, flatté, saute sur cette occasion de découvrir le Paris de la Belle Époque, et de s'éloigner de la vie «*simple, rude, pieuse*» que lui promettait sa naissance dans cette contrée d'Ecosse, et surtout de son abominable père. Cette décision lui ouvre les portes d'une vie trépidante, qui lui fait rencontrer les meilleurs pianistes d'Europe, et met sur son chemin Lika, une belle diva russe affublée d'un petit chien que l'on jurerait sorti d'une pièce de Tchekhov. Brodie tombe instantanément amoureux. La belle est mariée au pianiste qui l'accompagne dans ses tournées. Moncur, avec son art de lester les touches du piano, s'est rendu indispensable auprès de ce «Liszt irlandais» souffrant de rhumatismes. La promiscuité avec le couple facilite autant qu'elle ne complique son idylle avec la belle cantatrice. Cette rencontre foudroyante pilotera jusqu'au bout son destin.

Coups de théâtre sur scène et en coulisses

William Boyd déploie tout son talent de conteur pour embarquer dans cette aventure le lecteur, qui vit au rythme de la passion du jeune Brodie. Le romancier nous installe fermement du côté de son héros, nous laissant deviner ce qui se trame en coulisses, et que Brodie ne voit pas, ou qu'il ne veut pas voir, aveuglé qu'il est par sa passion. C'est palpitant, drôle et tragique à la fois, et derrière cette aventure pleine de rebondissements, se dessine le portrait d'une Europe en pleine mutation, au seuil des grands bouleversements du XXe siècle qui l'attend, et qui s'achève à l'autre bout du monde, dans les îles Andaman au large des côtes indiennes, en compagnie d'une femme anthropologue et indépendante, incarnant l'émancipation, à venir, de la femme.

De sa vive écriture, William Boyd décrit aussi bien la mécanique d'un piano que la mélancolie d'une modulation musicale, les paysages de l'Ecosse ou encore les sentiments de ses personnages. Le romancier s'amuse avec les clichés du genre et les échos entre la musique et les transports amoureux. En mettant en scène ce roman comme une pièce de théâtre, ses coulisses, ses coups de théâtre et sa dramaturgie, l'auteur de «*Un Anglais sous les tropiques*» (1981) et plus récemment de «*Solo*» (2014), la suite des aventures de James Bond, offre un roman parfait à emporter dans ses bagages pour les prochaines vacances. **Lloyd F.**

CA Bordj Bou Aarreridj

Billel Dziri n'est pas reconduit

LA DIRECTION du CA Bordj Bou Arreridj (ligue 1 de football professionnel) a décidé de "ne pas renouveler le contrat d'entraineur de Billel Dziri ", a-t-on appris jeudi du président du conseil d'administration du club, Anis Benhamadi.

Le premier responsable du club Braidji a indiqué "qu'après réflexion avec les membres du conseil d'administration, il a été décidé de ne pas renouveler le contrat de Billel Dziri bien que le premier objectif du club a été atteint, à savoir le maintien en L1".

Anis Benhamadi a par ailleurs tenu à saluer le grand travail effectué par le désormais ex-coach du CABBA depuis qu'il a pris les rênes de l'équipe au lendemain de la 13e journée.

La direction du CABBA se prépare à un "mercato estival ambitieux" et a d'ores et déjà mis le nom de l'entraineur marocain Rachid Taoussi en haut de sa short-list pour la succession de Billel Dziri , a-t-on indiqué.

Le président du conseil d'administration du CABBA a interpelé les pouvoirs publics afin de mettre le club dans les meilleures dispositions possibles pour préparer la prochaine saison en accélérant la pose de la nouvelle pelouse du stade du 20 août 1955 et en octroyant le terrain nécessaire à la réalisation d'un centre d'entrainement dans la forêt de Boumergeud.

Pour rappel le CABBA avait terminé la saison 2018-2019 à la 9éme place du classement avec 37 points au compteur.

CAF

Le président Ahmad Ahmad dans de sales draps

LA FÉDÉRATION internationale de football (Fifa) a confirmé jeudi que le président de la Confédération africaine de football (CAF), Ahmad Ahmad, a été «*interrogé par les autorités françaises*» sur des «*allégations*» liées à sa gestion de la CAF.

La Fifa «*prend note des évènements présumés concernant M. Ahmad Ahmad, qui est interrogé par les autorités françaises*» pour des «*allégations liées à son mandat de président de la CAF*».

La fédération internationale qui ne détient pas «*les détails*» de cette enquête, n'est pas en mesure de «*commenter*» et demande «*aux autorités françaises toute information qui pourrait intéresser son comité d'éthique*», soit la justice interne du football mondial.

Ahmad Ahmad est présent à Paris dans le cadre du Congrès électif de la Fifa qui s'est tenu dans la capitale française mercredi, juste avant le coup d'envoi du Mondial féminin vendredi au Parc des Princes.

Selon *Jeune Afrique*, «*Ahmad Ahmad a été interpellé ce jeudi vers 08h30, pour être entendu au sujet d'un contrat rompu unilatéralement par la CAF avec l'équipementier allemand Puma*».

La finale rejouée à une date ultérieure

Coupe d'Algérie de basket-ball messieurs

LA FINALE de la 50e édition de la Coupe d'Algérie de basket-ball, seniors messieurs, opposant le GS Pétroliers (tenant) à l'USM Blida, sera rejouée à une date ultérieure après les actes de violence qui ont eu lieu durant la rencontre, disputée dimanche dernier à Alger, a annoncé jeudi la Fédération algérienne de la discipline.

«*Les membres de la Commission nationale des compétitions, réunis jeudi, ont décidé de faire rejouer la finale. Ils se réuniront à nouveau demain pour fixer la date et le lieu de la finale*», a déclaré Mohamed Boufenik, membre de ladite commission.

La finale de la Coupe d'Algérie de basket a été arrêtée à 4 minutes de la fin du premier quart-temps, alors que l'USM Blida menait au score 15 à 11, à cause d'une violente bagarre dans les tribunes entre les supporteurs des deux équipes.

Les échauffourées entre les supporteurs des deux équipes avaient débuté lors d'un temps-mort sur le terrain. Les supporteurs du GSP ont commencé par envoyer des projectiles sur le terrain, avant de se diriger vers la galerie adverse pour y provoquer une bagarre violente qui a duré une dizaine de minutes, créant un mouvement de panique, notamment dans la tribune réservée aux familles.

Après l'intervention tardive du service d'ordre, les arbitres ont décidé de mettre un terme à la rencontre, en attendant de transmettre les rapports de match à la commission d'arbitrage de la Fédération algérienne de basket-ball (FABB) qui statuera sur les décisions à prendre et la nouvelle date de la finale.

Le commissaire de match, Nachid Messaoudi, avait indiqué que «*la finale ne pouvait pas continuer dans ces conditions de sécurité*».

«*Normalement la finale doit aller à son terme. Mais comme le match a été interrompu plus de 30 minutes et que nous sommes durant le mois de ramadhan, le temps n'aurait pas suffi pour finir la rencontre avant la prière de l'aube*», avait-il expliqué.

C'est la deuxième fois en l'espace d'un mois qu'un match de basket-ball n'est pas allé à son terme à cause des violences dans les tribunes. La demi-finale du Championnat d'Algérie, Nationale 1 messieurs, entre Le WO Boufarik et le NB Staouéli avait été arrêtée pour les mêmes raisons.

Finale de la Coupe d'Algérie de football/ CRB-JSMB ce soir à Tchaker (Blida)

Belouizdad pour la 8e, les Béjaouis veulent la deuxième

■ *Palpitante et très disputée sera sans nul doute la finale qui opposera ce soir, à partir de 17h au stade Mustapha-Tchaker de Blida, le CR Belouizdad à la JSM Béjaïa.*

Ph. > D. R.

Les Belouizdadis veulent un autre trophée

Par Mahfoud M.

Inédite, cette finale devrait être palpitante, d'autant plus que les deux formations ont eu à sortir des formations très relevées qui ambitionnaient, elles aussi, d'aller le plus loin possible dans cette épreuve populaire. La balance penche, selon les férus de la balle ronde nationale, pour le CR Belouizdad qui a déjà remporté sept trophées et vise le huitième lors de cette finale. Certes, ce ne sera pas une partie de plaisir pour les poulains d'Amrani qui ont réussi le premier objectif qui était de sauver le club de la relégation, mais ils se donneront à fond pour espérer arriver à leur but lors de cette finale. Le Chabab évoluera avec un effectif au complet, avec le retour de Bechou et Djerrar qui étaient blessés et qui devraient reprendre leur place. Le coach du Chabab misera sur un groupe expérimenté avec des joueurs tels que Sayoud et Bouchar qui ont l'habitude de ces grands rendez-vous, même si les autres joueurs n'ont rien à se reprocher et devraient être prêts à aller de l'avant et décrocher cette coupe que tout le monde convoite. A noter que le Chabab s'est préparé à Blida pour cette finale et a disposé des installations avant de s'entraîner, hier, au stade Tchaker de Blida. De son côté, l'autre finaliste, la JSM Béjaïa, qui a éliminé de gros bras de la LI, à savoir l'ES Sétif, espère, elle aussi, décrocher son deuxième trophée après avoir déjà remporté ce titre en 2006 en finale face au WAT. Les gars de la vallée de la Soummam sont très excités à l'idée de disputer une deuxième finale et souhaitent que son issue soit la même que celle d'il y a 13 ans. La JSMB, contrairement au CRB, a choisi de se préparer à Alger, plus précisément à Ben Aknoun où elle s'entraînait au stade du 5-Juillet pour s'acclimater avec le gazon. Ce n'est qu'hier qu'elle s'est rendue à Blida et a pris part à une séance d'entraînement au stade Tchaker de Blida. Les gars de Yemma Gouraya sont décidés à se donner fond pour espérer décrocher ce titre afin de sauver la saison, sachant qu'ils ont raté l'objectif de l'accession en Ligue I. Le coach tunisien de la JSMB, Mouaïz Bouakaz, reste confiant et estime que son équipe est capable de créer la sensation et décrocher ce trophée, pour peu que les joueurs restent concentrés tout au long des 90' et plus s'il y a des prolongations. Des défections sont enregistrées côté béjaoui, notamment le défenseur Maâmar Youcef qui sera absent en raison d'une blessure et déclaré forfait. Cela inquiète énormément le coach Bouakaz qui aurait souhaité avoir tous les joueurs à sa disposition.

M. M.

Matasi (Kenya)

«Jouer contre Mahrez est motivant»

Le potier international kenyan, Patrick Matasi, s'est exprimé au sujet des prochaines rencontres des Harambee Stars lors de la Coupe d'Afrique des Nations. Le gardien numéro un de la sélection du Kenya a déclaré : «*Contre l'Algérie, nous rencontrerons un vainqueur de la Premier League, Mahrez, tandis que contre le Sénégal, nous affronterons le vainqueur de la Ligue des champions, Mane*».

Le gardien de St George's FC a déclaré : «*Affronter de tels joueurs nous motive pour encore en faire plus lors de la préparation*». La sélection nationale affrontera le Kenya le 23 juin, pour le compte de la première journée du Groupe C.

CAN 2019

Ghorbal, Gourari et Etchiali retenus

La Confédération africaine de football a annoncé aujourd'hui les noms des arbitres retenus pour la Coupe d'Afrique des Nations 2019.

Trois arbitres algériens figurent sur la liste : l'arbitre principal Mustapha Ghorbal et deux arbitres assistants, Mokrane Gourari et Abdelhak Etchiali.

Ce sera une cinquième CAN pour Etchiali, lui qui a arbitré dans les quatre dernières éditions de la CAN, mais ce sera une première pour le duo Ghorbal et Gourari.

Pour rappel, les trois Algériens ont participé le mois dernier à un stage de préparation pour les arbitres au Maroc.

LE JOUR D'ALGERIE
Votre quotidien national
http://www.lejourdalgerie.com

Tlemcen et Oran

Arrestation de sept narcotrafiquants

SEPT narcotrafiquants ont été arrêtés jeudi par l'Armée nationale populaire, en coordination avec la Gendarmerie nationale, lors d'opérations distinctes menées à Tlemcen et Oran, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«*Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP, en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale, ont arrêté, le 06 juin 2019, lors d'opérations distinctes à Tlemcen et Oran, sept narcotrafiquants et intercepté 68 kilogrammes de kif traité, 400 comprimés psychotropes et trois véhicules touristiques, tandis que des tentatives de contrebande de 6 803 litres de carburant ont été déjouées à Tébessa, El-Taref et Souk-Ahras*», précise la même source.

L. M.

Tizi Ouzou

Plus de 14 000 candidats aux épreuves du BEM

LES ÉPREUVES du Brevet de l'enseignement moyen (BEM) concerneront 14 327 candidats dans la wilaya de Tizi Ouzou, indique un communiqué de la direction locale de l'Education. Le nombre de candidats libres est de 702. Ces candidats, dont 7 618 des filles, seront répartis à travers les 51 centres d'examen ouverts pour la circonstance. Pour encadrer l'opération de déroulement des épreuves du BEM fixée pour la période du 9 au 11 juin courant, l'inspection académique de la wilaya de Tizi Ouzou a mobilisé 3 530 employés (personnel enseignant et administratif).

Hamid M.

Tennis / Rolland Garros

Nadal domine Federer et s'offre une douzième finale

L'ESPAGNOL Rafael Nadal (N.3 mondial) s'est qualifié hier pour la finale du tournoi de Rolland Garros, en dominant le Suisse Roger Federer en 3 sets (6-3, 6-4, 6-2), et visera un douzième sacre historique en finale dimanche.

Nadal y affrontera le N.1 mondial Novak Djokovic ou l'Autrichien Dominic Thiem (N.4), opposés dans la seconde demi-finale, qui se déroulait hier en fin d'après-midi.

L'Espagnol est désormais invaincu en six rencontres avec Federer à Roland-Garros.

Pour son retour sur la terre battue parisienne pour la première fois depuis 2015, le Suisse a largement rempli son contrat mais termine sur une nouvelle désillusion.

R. S.

France

«Il faut rendre les crânes des résistants algériens»

LES CRÂNES des résistants algériens doivent être restitués à leur pays d'origine, a déclaré l'anthropologue Alain Froment qui a dirigé pendant dix ans les collections d'anatomie du Musée de l'Homme de Paris, soulignant le symbole que représentent ces résistants algériens.

«*Bien sûr, on voit le symbole que représentent ces résistants algériens. Nous en avons hérité pour des raisons historiques, mais il faut évidemment les rendre, il n'y a aucun débat là-dessus*», a affirmé ce docteur en anthropologie biologique, chargé de la gestion du dossier de la restitution des crânes à Algérie, dans une interview à l'hebdomadaire «*Le Journal des arts*», paru hier.

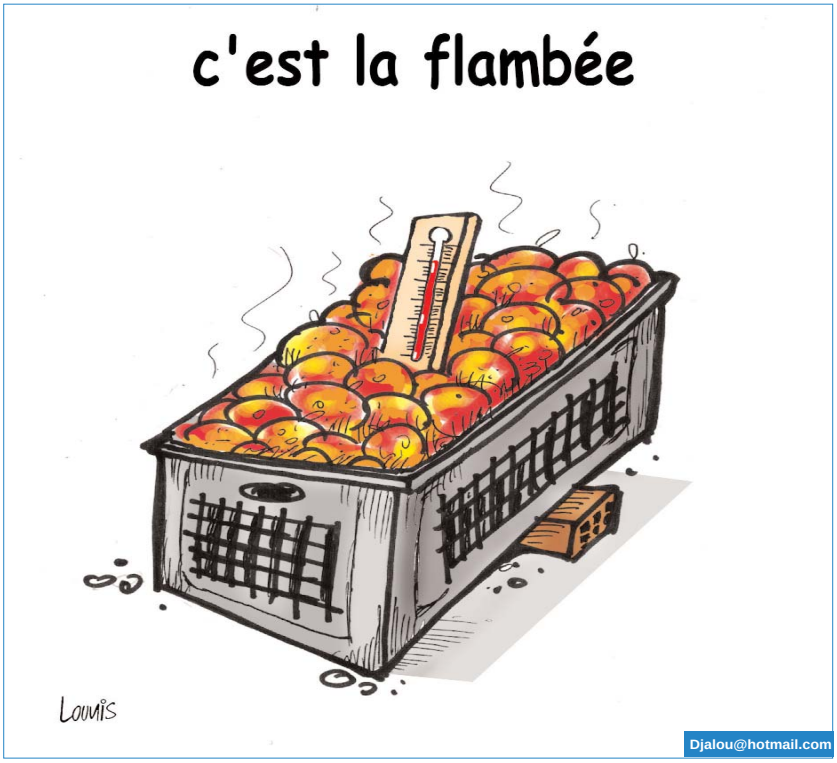
Il a indiqué que le musée «*n'a pas la main*» pour la restitution, en raison des modalités du véhicule juridique qui restent «*en suspens*».

«*C'est la raison de cette commission franco-algérienne*», a-t-il expliqué, précisant dans ce cadre que «*la politique est distincte selon que les restes sont nommés ou anonymes*».

Il a ajouté que la commission, dirigée par le médecin légiste le Professeur Belhadj, fait en quelque sorte un «*travail d'identification judiciaire*».

«*Ensemble, nous examinons les cadavres un à un pour déterminer leur âge, leur sexe. Ce travail collectif est salutaire puisqu'il nous a permis de documenter de manière approfondie nos collections*», a-t-il souligné, indiquant que des archivistes algériens «*étudient par ailleurs les archives coloniales à Aix*», qui ont déjà trouvé des éléments que «*nous n'avions pas ici et qui permettent d'identifier des crânes*».

M. L.



Lutte antidrogue

Les saisies de cannabis en baisse, les psychotropes en hausse

■ *Les tentatives d'introduction de nouveaux produits visant à encourager la consommation de drogue sur le territoire national se multiplient.*

Par Meriem Benchaouia

Malgré les mesures répressives pour la surveillance des frontières, les trafiquants prennent le risque et trouvent d'autres moyens pour faire passer leurs marchandises. En effet, la prospection de nouveaux marchés pour répondre à une éventuelle demande autre que celle des produits traditionnels comme le kif, telle est la nouvelle stratégie des narcotrafiquants pour se positionner en Algérie. Comme riposte, l'Algérie a renforcé ses dispositifs de lutte avec des mesures sécuritaires strictes déployées de manière étudiée tout au long de la bande frontalière pour limiter l'activité des narcotrafiquants et le résultat est perceptible. Ainsi, en quatre mois, les Douanes ont ainsi saisi 1,079 tonne de résine de cannabis, contre 1,802 tonne durant la même période de 2018, soit une baisse de plus de 40,5%, selon les informations fournies par la DGD. Par ailleurs, 51 982 comprimés et capsules de psychotropes ont été saisis durant les quatre premiers mois de 2019, contre 36 316 unités durant la même période de 2018, soit une hausse de plus de 43%, a précisé la même source. Au total, 74 personnes ont été interpellées au titre de ces saisies, dont des femmes et des étrangers, notamment de nationalités africaines. L'âge des mis en cause varie entre 21 et 79 ans. Selon la DGD, les saisies de «drogue douce» (résine de cannabis et kif traité) avaient reculé en 2018. Une tendance baissière qui s'est poursuivie durant les premiers mois de l'année en cours. En revanche, une forte augmentation des saisies de substances psychotropes a été enregistrée depuis 2018 et s'est accentuée au cours des premiers mois de 2019. Sur les 211 affaires traitées par les Douanes algériennes depuis 2017, 157 avaient porté sur des substances psychotropes. Les quantités saisies sont passées de 54 332 comprimés en 2017 à 123 250 comprimés en 2018, soit une hausse de près de 127%.

Les psychotropes changent de provenance

La DGD a expliqué que ces derniers mois les saisies étaient réparties sur plusieurs ports et aéroports du pays, contrairement à un passé récent où les substances psychotropes provenaient notamment d'Europe et plus particulièrement de France. La majorité des saisies avaient eu lieu, à cette époque-là, dans les régions Est du pays et aux port et aéroport d'Alger. Cependant, depuis le début de 2019, il a été constaté que les saisies commençaient à concerner plusieurs ports et aéroports du pays, notamment ceux de l'ouest du pays comme c'est le cas d'Oran, Ghazaouet et Tlemcen. En 2018, les wilayas les plus concernées par ce fléau étaient El Taref, Tébessa et Souk-Ahras, dans lesquelles 73 opérations de saisies ont été opérées, soit plus de 46% du nombre global des infractions. Ces infractions se sont soldées par la saisie de plus de 90 000 comprimés psychotropes, représentant plus de 73% des quantités totales saisies par les services des Douanes à l'échelle nationale. D'importante saisies de substances psychotropes ont été également réalisées au niveau du port d'Alger, que ce soit sur des voyageurs principalement en provenance de France, ou lors du contrôle des colis postaux. Il en est de même des aéroports de Constantine, de Sétif et d'Alger, relève la même source. Un rapport de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLCDT), qui se réfère au bilan des services de lutte contre les stupéfiants (Gendarmerie nationale, Police et Douanes), fait part de la saisie, durant l'année 2018, d'un total 31 936,386 kg (près de 32 tonnes) de résine de cannabis au niveau national, dont 61,63% dans la région Ouest du pays. La quantité de résine de cannabis saisie a enregistré une baisse de 39,30% par rapport à la même période de l'année 2017, en raison surtout du renforcement du dispositif sécuritaire au niveau des frontières, selon les explications d'une source proche de l'Office qui relève que malgré cette baisse les quantités saisies sont toujours «*très élevées*». S'agissant des drogues dures, la quantité de cocaïne saisie en Algérie a très fortement augmenté, passant de 6 279,407 grammes en 2017 à 671 887,093 grammes en 2018, soit une hausse de 10 599,85%, selon le même bilan. La quantité d'héroïne saisie a également augmenté, passant de 2 120,965 grammes à 4 324,220 grammes durant la même date de comparaison. Par ailleurs, le rapport a également relevé la saisie de 1 807 843 comprimés de substances psychotropes de différentes marques en 2018, soit une augmentation de 50,43%.

M. B.